

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 19 MAI 2026

Convocations adressées le : 11 mai 2026

Nombre de délégués titulaires présents : 12

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 02

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 14

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Alain BENARD ; Michel GILLOT ; Philippe GEIGER ; Victorien DEVALLEE ;
Laurent RAYMOND ; Antoine FINS ; Emmanuel DENIS ; Michel LAMY ;
Patrick LEFRANCOIS ; Frédéric MINIOU ; Elise PEREIRA NUNES ; Olivier CONTE.

Suppléants à voix délibérative :

Gérald LECLERCQ ; Géraud PAPON.

Suppléants sans voix délibérative :

Georges DRUMONT ; Vincent GUILLET.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant

Absents excusés :

Brigitte PINEAU ; Evelyne MONDON-DELAVOUS

Secrétaire de séance :

Patrick LEFRANCOIS.

Monsieur Emmanuel DENIS, Président, présente le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 05 mars 2026.

Le procès-verbal du Comité syndical du 05 mars 2026 est rédigé comme suit :

COMITÉ SYNDICAL DU 05 MARS 2026

Convocations adressées le : vendredi 20 février

Nombre de délégués titulaires présents : 08 (délibérations 01 à 22) ; 07 (délibérations 23 à 25) ; 06 (délibérations 26 à 36).

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01 (délibérations 01 à 22) ; 02 (délibérations 23 à 36).

Nombre de pouvoirs attribués : 01

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10 (délibérations 01 à 25) ;
09 (délibérations 26 à 36)

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Alain BENARD (délibérations 01 à 22) ; Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Franck MAZET ; Laurent RAYMOND (délibérations 01 à 26).

Suppléants à voix délibérative :

Michel PADONOU (délibérations 23 à 36) ; Gérard SERER.

Suppléants sans voix délibérative :

Michel PADONOU (délibérations 01 à 22).

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Christophe BOULANGER pour Emmanuel DENIS.

Absents excusés :

Emmanuel DENIS ; Sébastien MARAIS ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

Le Comité syndical a débuté ses travaux à 17h10.

Monsieur Franck MAZET a été désigné secrétaire de séance.

❖ **ADOPTION DU PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU 16 JANVIER 2026**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice - Président, a présenté le rapport suivant :

Il est soumis à l'approbation du Comité syndical le procès-verbal de la séance du 16 janvier 2026.

Il a été proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

- **D'ACTER** le procès-verbal du Comité syndical du 16 janvier 2026.

Le Comité syndical a acté.

❖ **VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026**

Monsieur Christian GATARD, 2^{ème} Vice-Président délégué aux Finances, a présenté le rapport suivant :

1/ Approbation du budget primitif 2026

Conformément à l'article L.1612-24 et L.2311-1-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Comité Syndical doit présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, d'une part un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les politiques qu'il mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'une délibération spécifique présentée à la séance du Comité syndical du 16 janvier 2026, préalablement aux débats sur le projet de budget.

Le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu le 16 janvier 2026 précisait que l'année 2026 était particulière puisque le vote du BP2026 serait proposé avant les élections municipales et donc à une date qui ne permettrait pas l'adoption du compte financier unique (CFU). En conséquence, le projet de BP2026 intègre une reprise anticipée des résultats 2025 telle que prévue par les articles L.1612-32 et R.1612-54 du CGCT.

Le projet de budget primitif pour 2026 du SMT s'établit à 360 478 103 €.

La présente délibération est accompagnée du rapport de présentation du budget, de la maquette budgétaire y compris les annexes obligatoires se rapportant au budget, de la fiche de calcul du résultat prévisionnel 2025 attestée par le comptable public, fiche accompagnée du compte de gestion ou d'une balance générale et d'un tableau des résultats de l'exécution du budget visé par le comptable.

2/ Autorisation des virements de crédits entre chapitres

En cas d'insuffisance de crédits de paiement sur l'article concerné, il est possible de recourir à des virements entre articles au sein du chapitre ou de chapitre à chapitre pour exécuter ces dépenses.

L'article L.1612-28 du CGCT prévoit que le comité syndical peut déléguer à son président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et dans une limite fixée à l'occasion du vote du budget et ne pouvant dépasser 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Il est proposé de déléguer cette faculté au Président, étant précisé que ces virements de crédits font l'objet d'une décision expresse du Président qui est transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun et également notifiée au comptable public. En outre, le Président doit informer l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

3/ Recours à l'emprunt

Il est rappelé que le recours à l'emprunt relève de la compétence de l'assemblée délibérante qui a la faculté de déléguer sa compétence à l'exécutif. L'assemblée délibérante doit alors fixer avec précision la durée et le champ de la délégation, en particulier les caractéristiques essentielles des contrats que l'exécutif est autorisé à souscrire dans la perspective de financer les investissements prévus par le budget.

Il est proposé que le montant des emprunts inscrits au budget primitif 2026 pourra être réalisé sous quelque forme que ce soit, à savoir, emprunts obligataires, et/ou

emprunts classiques : taux fixes ou taux variables et/ou de barrières sur Euribor, d'une durée maximale au plus égale à cinquante (50) ans.

Ces nouveaux emprunts porteront exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C selon la grille de Gissler. Les contrats classés 1A représenteront à minima les 2/3 des sommes empruntées. Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

Les index de référence de ces contrats de ces emprunts pourront être les suivants :

- Taux interbancaire zone euro : L'EONIA, L'EURIBOR 1, 3, 6, 9, 12 mois
- Taux indices obligatoires: TC (TMO, TME)

Il pourra être recouru à tous types d'amortissement et à la possibilité de procéder à un différé d'amortissement.

Enfin, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président, rapporteur général du budget, à rembourser par anticipation tout emprunt composant l'encours dans la limite des inscriptions budgétaires ainsi qu'à refinancer ces opérations dans les conditions définies ci-dessus pour les nouveaux emprunts.

4/ Recours à une ligne de trésorerie

Les crédits de trésorerie sont destinés à permettre aux ordonnateurs une meilleure maîtrise de leurs flux financiers et un assouplissement des rythmes de paiement.

Les recettes générées par ces emprunts ne sont pas budgétaires.

Il est proposé d'autoriser le recours à une ligne de crédit de trésorerie de vingt millions d'euros maximum, afin de faire face à des besoins momentanés de trésorerie.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'approuver la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025 d'un déficit de la section d'investissement (article 001) de 3 081 598.51 €, de l'affectation en réserves réglementées (article 1068) de 3 081 598.51 € et du report de résultat en fonctionnement (article 002) de 28 491 853.79 €,

- d'adopter le Budget primitif 2026 du Syndicat des Mobilités de Touraine qui totalise 360 478 103 euros,

- d'autoriser le Président ou son représentant pour la durée de l'exercice 2026 à procéder, au titre de ce budget annexe, à des virements de crédits entre chapitres à l'intérieur d'une même section, hors chapitre O12 (dépenses de personnel), dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections ;

- d'autoriser le remboursement des frais de représentation engagés par le Président sur production de justificatifs dans la limite du montant maximum annuel de 4.000 euros,
- de décider que le montant des emprunts inscrits au budget primitif 2026 et ainsi voté pourra être réalisé sous quelque forme que ce soit, à savoir, emprunts obligataires, et/ou emprunts classiques : taux fixes ou taux variables et/ou de barrières sur Euribor, d'une durée maximale au plus égale à cinquante (50) ans.

Ces nouveaux emprunts porteront exclusivement sur des contrats classés 1A, 1B ou 1C selon la grille de Gissler. Il est précisé que les contrats classés 1A représenteront à minima les 2/3 des sommes empruntées. Le recours à des contrats avec effet de levier n'est pas autorisé.

Les index de référence des contrats de ces emprunts pourront être les suivants :

- Taux interbancaire zone euro : L'EONIA, L'EURIBOR 1, 3, 6, 9, 12 mois
- Taux indices obligatoires: TC (TMO, TME)

Il pourra être recouru à tous types d'amortissement et à la possibilité de procéder à un différé d'amortissement.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à rembourser par anticipation tout emprunt composant l'encours dans la limite des inscriptions budgétaires ainsi qu'à refinancer ces opérations dans les conditions définies ci-dessus pour les nouveaux emprunts,
- d'autoriser un recours à une ligne de crédit de trésorerie de vingt millions d'euros maximum, destinée à faire face à des besoins momentanés de trésorerie,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, d'une part, à signer tous documents afférents à ces opérations dans leurs formes respectives, dans la limite des montants inscrits au budget, et d'autre part, à lancer la consultation auprès des établissements de crédits ainsi qu'à signer les pré-confirmations de gel des conditions de l'opération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **AUTORISATIONS DE PROGRAMME – EXERCICE 2026**

Monsieur Christian GATARD, 2^{ème} Vice-Président délégué aux Finances, a présenté le rapport suivant :

Dans une logique de performance du pilotage budgétaire de ses opérations d'investissement, le Syndicat des Mobilités de Touraine vote des autorisations de programme permettant l'engagement de projets pluriannuels.

Un rapport de présentation est joint à la délibération. Il précise l'objet et le montant des autorisations de programme du budget annexe associées au budget primitif pour 2026.

Conformément à la réglementation, une annexe précise pour chacune des autorisations de programme la répartition prévisionnelle des crédits par exercice budgétaire. Une seconde annexe précise, pour information, la répartition des crédits liés aux autorisations de programme par chapitre budgétaire.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'adopter les autorisations de programme du Syndicat des Mobilités de Touraine et leurs échéanciers prévisionnels tels que joints en annexe de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION D'UNE DEMANDE DE PRET D'UN MONTANT DE 100 000 000 € AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LA SECONDE LIGNE DE TRAMWAY SUR LA METROPOLE DE TOURS.

Monsieur Christian GATARD, 2^{ème} Vice-Président délégué aux Finances, a présenté le rapport suivant :

Dans une logique de programmation budgétaire pluriannuelle et dans le cadre de l'opération Ligne2tram avec la création d'une nouvelle desserte de tramway, d'une nouvelle ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) et l'extension du centre de maintenance du tramway, Monsieur le Président du Syndicat des Mobilités de Touraine est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts des Consignations, un Contrat de Prêt, Transformation Ecologique, composé d'une ligne du Prêt, d'un montant de 100 000 000 € (cent millions d'euros).

Les caractéristiques financières pour le financement de cette opération, à savoir, les infrastructures de la seconde ligne de tramway (Opération Lignes2tram) sont les suivantes :

Ligne du Prêt : Transformation Ecologique

Montant : 100 000 000 euros

Durée de la phase de préfinancement : 45 mois maximum

Paiement des intérêts de préfinancement : Paiement périodique trimestriel

Durée d'amortissement : 50 ans

Périodicité des échéances : Trimestrielle

Index : Livret A

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0,50 %

Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du LA

Amortissement : Echéances et intérêts prioritaires

Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt : autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1% calculée sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Typologie Gissler : 1A

Commission d'instruction : 0.06 % (6 points de base) du montant du prêt

Commission d'engagement : 12 bps - sur la partie non utilisée et non annulée du prêt. – trimestrielle sur montant non tirés sur durée de mobilisation.

Pénalité de dédit : 1 % des montants non-tirés (à l'issue de la phase de préfinancement)

Indemnité de remboursement anticipé volontaire : Indemnité actuarielle sur courbe swap (J-40)

Il a été proposé au Comité syndical :

Considérant le besoin de financement du syndicat et la faculté de souscrire un contrat de prêt d'un montant total de 100 millions d'euros (100 000 000 EUR).

Après avoir pris connaissance, en tous ces termes, de l'offre de prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'emprunteur :

- De décider de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un contrat de prêt à long terme d'un montant de 100 millions d'euros (100 000 000 EUR) aux conditions évoquées ci-dessus ;
- de décider de l'étendue des pouvoirs du signataire en autorisant le Président du Syndicat des Mobilités de Touraine, ou son représentant dûment habilité, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations, dont le projet est joint en annexe, et en l'habilitant à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative ou celle de son représentant dûment habilité, aux diverses opérations prévues dans le contrat de Prêt.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ **AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES SERVICES DE MOBILITE DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE – 2026-2031**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a donné lecture du rapport suivant :

Par délibération de son Comité syndical en date du 13 novembre 2025, le Syndicat des Mobilités (SMT) a approuvé la passation de la convention de délégation de service public (DSP) des mobilités avec la société Keolis.

Les dispositions de la convention prévoient la possibilité d'adapter et mettre à jour le contrat par voie d'avenant.

Au vu de l'évolution des conditions d'exploitation, il est proposé l'adoption d'un avenant ayant pour objet :

- Des ajustements contractuels permettant la correction d'erreurs matérielles
- La mise à jour du référentiel qualité
- Une modification de l'article 32.1 relatif à l'indexation des recettes
- Le déclenchement de l'option 8 relative à l'exploitation du service de calèche, pour la seule année 2026
- La prise en compte du versement mobilité régional
- L'évolution des conditions d'exploitation du Parking-relais Lac
- La modification de l'offre de service
- La prise en compte des opérations de prolongation de vie de 16 véhicules articulés Mercedes
- La prise en compte de travaux de sécurité gaz et de remplacement des unités centrales dans les DAT

Au regard des dispositions de l'article L. 3135-1 du Code de la commande publique, le montant initial du contrat correspond aux paiements effectués par le SMT pour couvrir l'intégralité des charges contractuelles ; il s'élève à 497 488 088 € HT (valeur économique 2024) sur les 6 années de la convention.

L'avenant n°1 vient augmenter le montant initial du contrat, en cumul sur sa durée, à hauteur de :

- 82 945 € HT valeur économique 2024 au titre du déclenchement de l'option 8 (service de la Calèche en 2026),
- 2 997 022 € valeur économique 2024, qui ne relèvent pas de modifications qui avaient été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme d'options, soit 0,6% par rapport au montant initial du contrat.

Après l'avenant 1 et le déclenchement de l'option 8, la valeur du contrat sur la durée de la DSP ressort à 500 568 056 € valeur 2024.

Il est rappelé que l'intégralité des recettes est reversée au SMT.

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour la gestion des services de mobilité du Syndicat des Mobilités de Touraine 2026-2031, dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ TARIFS FIL BLEU ET FIL BLANC 2026-2027

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La délégation de service public de transport de voyageurs 2026-2031, approuvée par le Comité syndical du 13 novembre 2025, prévoit que l'Autorité Organisatrice peut procéder à une révision des tarifs, mise en œuvre au 1^{er} août de chaque année.

Afin de délibérer dans des délais compatibles avec la mise en vigueur des mesures éventuellement proposées, le Comité syndical est appelé à fixer les tarifs 2026-2027 du réseau Fil Bleu et du service Fil Blanc.

Dans la perspective des élections municipales de mars cette année, la tarification est globalement maintenue. L'évolution proposée de la gamme tarifaire est limitée aux deux modifications suivantes :

- Permettre l'attribution du tarif Etudiant pour les usagers de 26 ans et +
- Créer un titre 24h « Famille Noël » à 6 € la journée, valable pour 4 personnes maximum pendant les vacances de Noël

La première consiste à permettre aux étudiants âgés de 26 ans ou plus, de bénéficier du Pass Étudiant annuel. Cet ajustement concerne peu d'usagers et permet une meilleure égalité d'accès au réseau. La seconde répond à l'objectif de promouvoir l'utilisation du réseau pour les familles et favoriser le report modal en période de fêtes de fin d'année.

Il est proposé que ces nouveaux tarifs, détaillés dans l'annexe à la présente délibération, soient applicables à compter du 1^{er} août 2026. L'impact contractuel sur le contrat de délégation de service public sera explicité dans un avenant ultérieur.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser la fixation des tarifs TTC des transports de voyageurs à compter du 1^{er} août 2026 détaillée en annexe de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ACCUEIL VELO ET RANDO - TARIFS 2026

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

L'Accueil Vélo et Rando est un équipement dédié aux modes actifs créé le 7 juillet 2017 par Tours Métropole Val de Loire.

Afin de permettre l'encaissement des prestations payantes, des ventes de produits de la boutique et des titres de transports Fil Bleu, une régie de recettes rattachée au Syndicat des Mobilités de Touraine a été créée par arrêté le 8 février 2019.

Il est proposé de fixer les tarifs TTC applicables à l'Accueil Vélo et Rando à compter du 1^{er} mai 2026 de la façon suivante :

Tarifs TTC pour les objets et prestations vendus par la régie « Maison du vélo » au sein de l'équipement « Accueil Vélo et Rando »

Tarif des prestations

- Douche : 2,00 €
- Consigne bagages : 3,00 €
- Balades vélo : 10,00 €

Tarif des fournitures diverses

- Kit réparation de base (rustines) : 3,00 €
- Cyclyk (support smartphone): 5,00 €
- Cape de pluie : 2,00 €

Librairie, cartothèque (prix de vente public)

- Cartes :

- Michelin carte 116 « Val de Loire et ses châteaux » édition 2016 : 6,95 €
 - Michelin carte « Châteaux de la Loire » édition 2020 : 7,95 €
 - Michelin carte « Centre Val de Loire à vélo » édition 2025 : 8,95 €
 - Eurovelo 6 : Pack de 6 cartes Loire à vélo (édition 2019) : 24 €
 - Eurovelo 6 : carte à l'unité (de 1 à 6) (édition 2019) : 4 €
 - IGN cartes « Tours-Langeais » (1822SB), « Bléré » (1923SB), « Chambray-lès-Tours » (1823SB), « Amboise-Montlouis sur Loire » (1922SB) éditions 2015-2016 : 14,30€
 - IGN carte « Tours et ses environs » édition 2011 : 5,70 €
 - IGN carte 922 « Les Chemins vers Saint-Jacques de Compostelle » édition 2021 : 8,20 €
 - IGN carte 924 « Voies Vertes et Véloroutes de France » édition 2020 : 8,20 €
 - IGN carte 133 « Tours-Blois » édition 2019 : 8,40 €
 - Chamina carte « France et Europe des voies vertes et véloroutes » édition 2025 : 8,90 €
- **Guides :**
- Routard « Loire à Vélo » édition 2021 : 16,00 €
 - Routard « Les plus belles escapades à vélo » édition 2020 : 16,90 €
 - Routard « La Vélodyssée » édition 2019-2020 : 16,00 €
 - Michelin carnet des Châteaux de la Loire édition 2016 : 13,90 €
 - Michelin Petits explorateurs « Châteaux de la Loire » édition 2016 : 9,90 €
 - Ouest-France sur les Chemins de Compostelle – « La voie de Tours à Vélo au départ de Paris » édition 2014 : 8,00 €
 - Ouest-France « De Nevers à l'océan, l'intégrale de la Loire à vélo » édition 2024 : 16,90 €
 - Ouest-France « Les Châteaux de la Loire à vélo » édition 2024 : 15,90 €
 - Guides Rando éditions « Châteaux de la Loire à vélo » édition 2016 : 12,50 €
 - Chamina « La Loire à vélo de Nevers à l'Atlantique » édition 2020-2022 : 15,00 €
 - Chamina « Tours - Côte Basque à vélo » édition 2016 : 17,50 €
 - Chamina « Namur-Tours à Vélo » édition 2014 : 17,50 €
 - Chamina « Canal de Berry et le Cher jusqu'à Tours » édition 2023 : 15,00 €
 - Chamina « l'Indre à Vélo » édition 2018 : 12,50 €
 - Chamina « La vélo Francette » édition 2025 : 15,50 €
 - Chamina « Vallée du Loir à vélo » édition 2023 : 14,00 €
 - Chamina « Boucles à vélo : châteaux de la Loire » édition 2023 : 15,00 €
 - Chamina « Atlas France des voies vertes & véloroutes » édition 2023 : 26,00 €
 - Chamina « Le petit guide pratique du voyageur à vélo » édition 2022 : 8,90 €
 - Chamina « Le petit guide pratique du voyage à vélo en famille » édition 2023 : 10,00 €
 - Chamina « Eurovelo 6 de Bâle à Nevers » édition 2019 : 15,00 €
 - Chamina « Côte Atlantique à vélo, la Vélodyssée de Nantes à Hendaye » édition 2022 : 18,50€
 - Chamina « La Touraine – Les incontournables balades à pied » édition 2022 : 11,00 €
 - Vtopo « Circuits VTT en Indre et Loire » édition 2015 : 19,95 €
 - Topoguide « Sentier vers Saint-Jacques-de-Compostelle ; Bruxelles - Paris – Tours ; GR655 » édition 2013 : 18,40 €
 - Topoguide « Sentier vers Saint-Jacques-de-Compostelle via Le Puy – Figeac ; GR65 » édition 2018 : 16,90 €
 - Topoguidé « Le Centre Val de Loire... à pied » édition 2007 : 15,90 €
 - Topoguide « Le long des Châteaux de la Loire ; GR3/GR3B » édition 2024 : 18,40 €

Tarif des Titres Fil Bleu

En tant que Dépositaire Fil Bleu, l'Accueil Vélo et Rando est amené à vendre les titres, recharge de titres et supports suivants, selon les tarifs en vigueur :

- Ticket support
- Titre unité (valable 1 heure)

- Ticket 2 voyages (valable 1 heure)
- Carnet 3 à 99 voyages
- Ticket 24h
- Ticket 48H
- Ticket journée événement
- Ticket 1h famille
- Ticket parc à vélo 24h
- Ticket journée P+R
- Recharge Pass 5-10 ans
- Recharge Pass 11-18 ans
- Recharge Pass 19-25 ans
- Recharge Pass 26-64 ans
- Recharge Pass +65 ans
- Recharge Pass QF ≤ 350
- Recharge Pass QF ≤ 550
- Recharge Pass QF ≤ 700
- Recharge Pass AAH
- Pass parcs à vélos

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'autoriser la fixation des tarifs TTC de l'Accueil Vélo et Rando à compter du 1^{er} mai 2026 détaillés en annexe de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **CONCOURS PHOTO 20 ANS VELOCITI**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Créé en 2006, Velociti est le service de location longue durée de vélos et vélos à assistance électrique proposé par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

Depuis le 02 mai 2019, l'Accueil Vélo et Rando, équipement du Syndicat des Mobilités de Touraine, gère la vente et le suivi des contrats Velociti.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite renforcer son engagement vers le changement de comportement et promouvoir les modes actifs en organisant ou soutenant des événements ouverts au public.

Dans le cadre des 20 ans du service Velociti, le SMT souhaite organiser un concours photo sur le thème « Velociti au fil du temps » ouvert aux habitants de son territoire. Un règlement de concours est annexé à cette délibération. Il fixe le thème, les modalités de participation, les critères de sélection, ainsi que la composition du jury et les lots à gagner.

Après réception des photos des participants, une première phase de sélection par un jury aura lieu (15 photos maximum). Les 15 photos sélectionnées seront notamment affichées sur les grilles du Jardin de la Préfecture et leur auteur recevra un tirage

encadré. Il y aura ensuite une phase de vote du public et les personnes ayant produit les trois meilleures photos remporteront un lot supplémentaire.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider l'organisation d'un concours photo Velociti.
- d'approuver le règlement du concours photo et ses annexes.
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer tout document afférant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ REGLEMENT POUR L'ORGANISATION D'UN JEU- CONCOURS ET MISE A DISPOSITION DE VELOCITIS A TITRE GRATUIT

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine (SMT), en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, mène une politique active en faveur du développement des mobilités durables et de la pratique du vélo sur son territoire.

Créé en 2006, Velociti est le service de location longue durée de vélos et vélos à assistance électrique proposé par le Syndicat des Mobilités de Touraine. Depuis le 02 mai 2019, l'Accueil Vélo et Rando gère la vente et le suivi des contrats Velociti.

Dans ce cadre, le SMT organise ou accompagne des événements ouverts au public visant à promouvoir les modes actifs, notamment par des animations et des actions incitatives favorisant la participation du plus grand nombre.

À l'occasion de l'évènement « Tours en Selle », organisé par la Ville de Tours le 10 mai 2026, le SMT souhaite organiser un jeu-concours ouvert aux participants répondant aux conditions définies par un règlement spécifique annexé à la présente délibération (Annexe 1), dont l'objectif est d'encourager la participation du public à la parade à vélo organisée à l'occasion des 20 ans du service Velociti. Dans ce cadre, le SMT prévoit la mise à disposition gratuite et ponctuelle de Velociti Standards, exclusivement pour la durée de l'évènement.

La mise à disposition gratuite de vélos pour la journée de l'évènement est formalisée par un document spécifique de prêt à titre gracieux, précisant les engagements du

bénéficiaire, notamment en matière de restitution du vélo, de responsabilité et d'assurance (Annexe 2).

L'utilisation d'un vélo Velociti, qu'il soit détenu dans le cadre d'un abonnement ou prêté gratuitement le jour de l'évènement, constitue une condition de participation au jeu-concours.

Le formulaire de participation au jeu-concours est annexé à la présente délibération (Annexe 3).

Le jeu-concours prévoit l'attribution de trois lots :

- Une prolongation d'abonnement de 5 mois destiné à un abonné Velociti utilisant un vélo mécanique ;
- Une prolongation d'abonnement de 3 mois destiné à un abonné Velociti utilisant un vélo à assistance électrique ;
- Un abonnement de 3 mois destiné à un participant non abonné ayant bénéficié, le jour de l'évènement, d'un prêt gratuit de vélo Velociti.

Il est ainsi proposé au Comité syndical d'approuver le règlement du jeu-concours annexé à la présente délibération, ainsi que le principe de la mise à disposition gratuite et ponctuelle de vélos Velociti le jour de l'évènement.

Le règlement du jeu-concours est complété par deux annexes relatives à la mise à disposition gratuite et ponctuelle de vélos Velociti dans le cadre de l'évènement « Tours en Selle » et au formulaire de participation au jeu-concours « Tours en Selle ».

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver le règlement du jeu-concours et ses annexes 1, 2 et 3 ;
- de décider l'organisation d'un jeu-concours à l'occasion de l'évènement « Tours en Selle », organisé le 10 mai 2026, conformément aux modalités définies par le règlement ;
- de décider la mise à disposition gratuite et ponctuelle de vélos Velociti, pour la seule durée de l'évènement « Tours en Selle » organisé le 10 mai 2026 ;
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION POUR LA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DU SERVICE D'AUTOPARTAGE CITIZ POUR L'ANNEE 2026

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le service d'autopartage de la Métropole tourangelle a été créé en avril 2012 à l'initiative du SITCAT. Opéré par la Société Coopérative d'Intérêt Collectif CITIZ DEVELOPPEMENT, il propose à ce jour 26 véhicules en autopartage, répartis sur 14 stations.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur le territoire de Tours Métropole Val de Loire et des communes de Vouvray, Vernou-sur-Brenne et de La Ville-aux-Dames.

La Loi d'Orientation des Mobilités lui confie le soin de construire des solutions de mobilités diversifiées à l'échelle de son périmètre, et lui permet de contribuer au développement des services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (autopartage et covoiturage). Conformément au Plan de Déplacements Urbains, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite inciter à l'usage raisonné de l'automobile en promouvant l'autopartage sur son territoire.

En 2025, le Syndicat des Mobilités de Touraine a ainsi octroyé une subvention de 50 000 € à la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT pour doubler la station Gare de Saint-Pierre des Corps, créer une nouvelle station rue des Minimes à Tours et renouveler le parc existant. Une enquête auprès des usagers (mai-juin) a permis de mesurer les pratiques et les attentes. Le bilan de cette convention figure en annexe de la présente délibération.

L'opération ayant permis de développer le service d'autopartage, le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite poursuivre la promotion du service CITIZ sur son territoire.

Au titre de l'année 2026, la SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT, au travers de l'opération « Développement du service d'autopartage CITIZ » a pour objectif de rénover et compléter le réseau de stations et de véhicules CITIZ :

- création d'une nouvelle station rue James Watt à Tours (1 véhicule),
- création d'une station Rue des Bordiers à Tours (1 véhicule)
- création d'une station Avenue de la Tranchée à Tours (1 véhicule)

Afin d'accompagner le développement du service d'autopartage CITIZ, il est proposé le versement d'une subvention à hauteur de 50.000 € HT à SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT pour l'année 2026.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement d'une subvention à SCIC CITIZ DEVELOPPEMENT à hauteur de 50.000 € HT pour l'année 2026 ;

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention ainsi que tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A WIMOOV – PLATEFORME D'ECO-MOBILITE INCLUSIVE POUR L'ANNEE 2026

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Wimoov est une association spécialisée dans le développement de plateformes de mobilité. Elle est domiciliée au 5, place Anne de Bretagne à Tours et agit pour la promotion d'une mobilité plus inclusive afin d'accompagner les publics en situation de fragilité vers une mobilité autonome et durable en leur proposant un accompagnement personnalisé.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, Autorité Organisatrice de la Mobilité de l'agglomération tourangelle, a mis en place un service de conseil en mobilité.

A ce titre, il souhaite soutenir les actions de la plateforme d'Eco-Mobilité Wimoov auprès des personnes en situation de fragilité rencontrant des difficultés de mobilité.

Le projet prévoit des actions auprès des personnes orientées par les acteurs de l'insertion et de l'emploi (tests individualisés, orientation vers des solutions de mobilité, accompagnement à l'autonomie...), des actions de sensibilisation, de coordination et d'animation du réseau des prescripteurs (Pôle Emploi, mission locale, Conseil départemental...) et des actions auprès du public des Séniors.

Afin d'accompagner l'association dans cette action, il est proposé le versement d'une subvention à hauteur de 40.000 € HT à Wimoov pour l'année 2026.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'accorder le versement d'une subvention à Wimoov à hauteur de 40.000 € HT pour l'année 2026 ;

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention et ses avenants qui, selon les dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application en date du 6 juin 2001, devront être conclus avec les associations bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23.000 € ainsi que celles dont le montant est inférieur mais qui nécessitent l'établissement d'une convention.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A MOBILITE SOLIDAIRE **CENTRE VAL DE LOIRE**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le droit à la mobilité permet l'accès au travail, à la formation, au logement, à l'éducation, aux soins... Ce droit est un facteur important d'intégration sociale et de développement économique des territoires. Le projet de l'association Mobilité Solidaire Centre Val de Loire vise à mettre en place des actions de mobilités durables et inclusives pour lutter contre l'exclusion sociale ou professionnelle.

La finalité du projet porté par l'association Mobilité Solidaire Centre Val de Loire répond aux objectifs du Syndicat des mobilités de Touraine de proposer des solutions d'écomobilité sur son territoire et de développer le conseil en mobilité et l'accompagnement au changement au bénéfice de ses habitants, notamment les plus fragiles qui sont aussi les plus impactés par la dépendance à l'automobile.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite accompagner l'association Mobilité Solidaire Centre Val de Loire, notamment dans la poursuite du programme TIMS, un programme d'éducation populaire qui vise à impulser le développement d'une mobilité solidaire et durable en Indre-et-Loire en promouvant des modes de déplacements plus écologiques tels que le vélo, les transports en commun, le covoiturage etc., en informant un large public sur les enjeux et les solutions d'écomobilité et en proposant un accompagnement individuel aux personnes en situation de précarité.

Afin d'accompagner l'association dans cette action, il est proposé le versement d'une subvention à hauteur de 40.000 € HT à Mobilité Solidaire Centre Val de Loire pour l'année 2026.

Il a été proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

- d'accorder le versement d'une subvention à Mobilité Solidaire Centre Val de Loire à hauteur de 40.000 € HT pour l'année 2026 ;

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention et ses avenants qui, selon les dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et son décret d'application en date du 6 juin 2001, devront être conclus avec les associations bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23.000 € ainsi que celles dont le montant est inférieur mais qui nécessitent l'établissement d'une convention.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE AUX COVOITUREURS - COMUTO

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Par délibération en date du 26 novembre 2021, le Comité syndical a approuvé le lancement d'une expérimentation avec la plateforme de covoiturage Klaxit afin de promouvoir le covoiturage domicile-travail sur le territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine.

L'expérimentation a permis de :

- créer un réseau de covoiturage « domicile-travail » dense sur le territoire métropolitain à partir des principaux employeurs du territoire,
- massifier la pratique du covoiturage en développant une communication grand public,
- expérimenter la pratique du cofinancement des trajets de covoiturage domicile-travail pour inciter financièrement les automobilistes au changement de comportement.

En 2023, la société Klaxit SAS a annoncé sa fusion-absorption par la société Comuto SA au 1^{er} janvier 2024. La plateforme Klaxit a ainsi été remplacée par la plateforme BlaBlaCar Daily au cours de l'année 2024. Les mêmes services sont proposés.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine a poursuivi son partenariat avec BlablaCar Daily en 2025 malgré l'arrêt du dispositif national de Bonus Covoiturage pour les nouveaux conducteurs.

Le bilan de ce partenariat avec BlablaCar Daily pour l'année 2025 est présenté en **annexe 1** de cette délibération. Après une année 2024 de forte expansion suite au rapprochement Klaxit/BlaBlaCar Daily, l'année 2025 a été marquée par une fidélisation des usagers réguliers et un accroissement du nombre de trajets réalisés par ces usagers.

En 2025 :

- 48 267 trajets ont été enregistrés sur l'application BBCE dont **38 959 trajets ont été co-financés par le Syndicat des Mobilités de Touraine**
- 973 723 km ont été parcourus dont **600 594 km co-financés par le Syndicat des Mobilités de Touraine**
- Cela correspond à 211 882 tonnes de CO₂ évitées

- Les conducteurs ont perçus 111 422 € dont **65 847 € financés par le Syndicat des Mobilités de Touraine**

La poursuite du cofinancement des trajets réalisés en covoiturage en 2026 est envisagée afin de consolider le réseau de covoitureurs et de continuer à encourager le changement de comportement des automobilistes en les invitant à expérimenter le covoiturage domicile-travail.

L'objectif est ainsi de financer **42 353 trajets** correspondant à **508 235 kilomètres** parcourus.

Dans la continuité des années précédentes, la proposition de Comuto (BlablaCar Daily) pour 2026 comprend les prestations suivantes :

- **La fourniture de l'application de covoiturage conçue pour les trajets domicile-travail** : véritable assistant de mobilité pour les covoitureurs, elle permet la création de hubs, points de rencontre virtuels des covoitureurs, gère l'ensemble de l'information entre les covoitureurs (offre, demande, garantie retour, assistance utilisateur, envoi de SMS) ainsi que le process anti-fraude.
- **Une interface de reporting** de l'application BlaBlaCar Daily personnalisé pour la collectivité et pour les employeurs (avec un nouveau module cartographique)
- **Un accompagnement du Syndicat notamment en matière de communication** (mobilisation de la communauté BlaBlaCar Daily, kit de communication avec logo, stratégie annuelle de promotion, mise en ligne d'une page Territoire), **et de gestion de projet** (gestion du mandat d'attribution d'allocation financière à la collectivité, comité de pilotage annuel)
- **Une rémunération de l'opérateur au trajet** : pour chaque trajet effectué, la collectivité reverse 50 centimes à l'opérateur.

Il est ainsi proposé de conclure **un marché avec la société Comuto dans le cadre de la Centrale d'achat nationale de l'UGAP** afin d'avoir accès au logiciel de covoiturage, à la garantie retour, à l'accompagnement du Syndicat et de rémunérer l'opérateur pour chaque trajet effectué via son application. Le coût de ces prestations est estimé à **49 177 euros HT**.

Par ailleurs, le **cofinancement des trajets des covoitureurs** est indispensable au changement de comportement des automobilistes en proposant des trajets gratuits ou à faible coût pour les passagers et un financement pour le conducteur pour chaque passager transporté.

Il est ainsi proposé d'approuver **une convention avec la société COMUTO relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs** : celle-ci permet d'organiser les modalités de versement de la contribution incitative au covoiturage pour les

covoitureurs dont le trajet a été avéré par le registre de preuve de covoiturage. L'enveloppe financière prévue par le Syndicat des Mobilités de Touraine pour le cofinancement des trajets est de **72 000 euros HT**. Cette convention est présentée en **annexe 2**.

Les modalités de l'incitation au covoiturage prévues par cette convention sont les suivantes :

- **Les conducteurs utilisant l'application BlaBlaCar Daily et effectuant un trajet d'au moins 2 km sont incités selon les règles suivantes :**
 - De 2 à 20 km : 2 € par passager transporté,
 - De 20 à 30 km : 2 € par passager + 0,10 € par kilomètre supplémentaire par passager transporté,
 - Le plafond mensuel de rémunération du conducteur est fixé à 120 €.
- **Les passagers effectuant un trajet d'au moins 2 km sont incités selon les règles suivantes :**
 - Les 10 premiers trajets seront gratuits s'ils ont une origine ou une destination sur le territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine
 - Ensuite, les trajets coûteront au passager 0,50 € par trajet
- **Les restrictions suivantes seront appliquées :**
 - 2 voyages maximum par jour et par conducteur avec 3 passagers maximum à bord par voyage soit 6 trajets maximum pour le conducteur par jour.
 - 4 voyages maximum par jour pour les passagers.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver la convention en pièce jointe relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs pour un montant de 72 000 € HT ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention précitée et tout acte afférent à sa mise en œuvre.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ REGLEMENT POUR LA REMISE DES PRIX DU CHALLENGE MAI A VELO INTER-EMPLOYEURS SUR LE TERRITOIRE DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, mène une mission de Conseil en mobilité, appelée MobiPro, destinée à accompagner les employeurs dans leurs démarches de mobilité durable, et à favoriser les pratiques alternatives à l'auto-solisme pour les déplacements du quotidien et professionnels.

Dans ce cadre, le Syndicat des Mobilités de Touraine organise un jeu gratuit et sans obligation d'achat qui s'inscrit dans le challenge national « Mai à vélo ».

Ce défi mobilité, organisé à l'échelle nationale dans le cadre du « Mois Mai à Vélo », et géré par l'entreprise Geovelo, se déroulera du 1^{er} mai au 31 mai 2026. Il consiste à parcourir le plus de kilomètres possible à vélo pendant la durée du Challenge, ces kilomètres étant enregistrés via l'application Geovelo.

Le challenge Mai à Vélo a une déclinaison spécifique aux employeurs : le Challenge inter-employeurs.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite encourager les employeurs de son territoire et leurs salariés à participer à ce défi mobilité et à venir travailler à vélo pendant ce mois. En effet les challenges mobilité sont un très bon moyen de permettre aux individus de tester une nouvelle solution de mobilité, et contribuent au changement vers des modes de déplacements plus vertueux.

Pour cela, le Syndicat des Mobilités de Touraine animera le Challenge Mai à Vélo auprès des employeurs du territoire, notamment en mobilisant le réseau d'employeurs et de référents mobilité du service MobiPro, et organisera une remise de prix à l'issue du Challenge.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine récompensera :

- les employeurs et les salariés qui auront obtenu les meilleurs résultats en nombre de km (par catégorie de taille d'établissement),
- la meilleure moyenne du nombre de km réalisés par salarié au sein d'un même établissement employeur ;
- la participation des salariés par le biais d'un tirage au sort.

Dix employeurs et neuf salariés participants seront ainsi primés.

Les résultats seront issus des kilométrages et données enregistrés par l'application Geovelo, nécessaire pour s'inscrire et participer à ce Challenge.

Le jeu-concours prévoit l'attribution des lots suivants :

- Pour les employeurs lauréats : un trophée
- Pour les salariés lauréats : un panier gourmand d'une valeur maximale de 50 € TTC, et un mug (tasse) portant un message en lien avec le vélo.

Une cérémonie de remise des prix sera organisée par le Syndicat des Mobilités de Touraine au mois de septembre 2026.

Il est ainsi proposé au Comité syndical d'approuver le règlement du jeu-concours annexé à la présente délibération.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider de la mise en place du jeu concours « Challenge Mai à Vélo inter-employeurs » avec l'attribution de lots ;
- d'approuver le règlement de concours joint à la présente délibération ;
- **d'autoriser** le Président ou son représentant dûment habilité à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION POUR L'ORGANISATION DES BALADES A VELO DE L'ACCUEIL VELO ET RANDO – ANNEE 2026

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Conformément aux priorités du Plan de Déplacements Urbains qui propose de « *faire des modes actifs une solution au quotidien* », le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite favoriser la pratique du vélo sur son territoire.

L'Accueil Vélo et Rando, équipement du Syndicat des Mobilités de Touraine, propose ainsi des animations régulières permettant de répondre aux préoccupations quotidiennes des cyclistes (animations contre le vol, sur l'éclairage...) et de promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement quotidien (ateliers mécaniques, animations autour des applications de géo-guidage...)

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite compléter ces animations réalisées par l'équipe de l'Accueil Vélo et Rando par des balades à vélo encadrées par des guides-conférenciers professionnels afin de garantir des conditions optimales

d'accueil du public et de sécurité. L'objectif est de proposer aux habitants comme aux visiteurs une découverte de la pratique du vélo par les loisirs et de promouvoir notre territoire comme une destination vélo de premier plan.

L'Office de Tourisme et des Congrès de Tours dispose d'une solide expérience tant dans l'organisation de balades vélos encadrées par des animateurs diplômés que dans la promotion de la pratique du vélo.

C'est pourquoi le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite confier à l'Office de Tourisme et des Congrès de Tours l'organisation d'un programme de balades à vélo pour l'année 2026.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider de confier à l'Office de Tourisme et des Congrès de Tours l'organisation des 7 balades à vélo de l'Accueil Vélo et Rando pour l'année 2026.
- de décider d'allouer à l'Office de Tourisme et des Congrès de Tours la somme de 2 658,33 € HT nécessaire à l'organisation des balades.
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité, à signer la convention avec l'Office de Tourisme et des Congrès de Tours pour l'organisation de ces balades ainsi que tout acte afférant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ SUBVENTION A L'ASSOCIATION COLLECTIF CYCLISTE 37

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Plan de Déplacements Urbains adopté en décembre 2013 propose de « *faire des modes actifs une solution au quotidien* » et se donne comme objectif d'augmenter la part modale des cycles.

Pour y parvenir, le Syndicat des Mobilités de Touraine déploie depuis de nombreuses années une politique ambitieuse s'inscrivant dans la volonté de bâtir une grande Métropole cyclable.

Le Collectif Cycliste 37, association adhérente de la FUB (Fédération des Usagers de la Bicyclette) contribue par l'ensemble de ses actions à promouvoir le développement de l'utilisation des cycles sur le territoire de la Métropole.

Notamment, par l'animation de la Vélo-Ecole, l'animation d'un atelier d'autoréparation, l'organisation du Défi Vélo ou encore la tenue de stands dans les manifestations publiques organisées sur le territoire du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Aussi, il importe que le Syndicat des Mobilités de Touraine puisse contribuer par son soutien financier aux diverses actions de promotion du vélo menées par l'association Collectif Cycliste 37.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider d'attribuer une subvention d'un montant de 40 000 € au Collectif Cycliste 37 pour l'année 2026 ;
- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention ainsi que tout acte afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté avec l'abstention de Monsieur Laurent RAYMOND.

❖ ADHESION DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE A L'ASSOCIATION « RUE DE L'AVENIR »

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

L'association « Rue de l'avenir » a pour objectif de fédérer les acteurs locaux autour de la problématique de la ville durable afin de contribuer à transmettre aux générations futures une ville plus sûre, plus solidaire et plus agréable à vivre.

Elle veille à promouvoir auprès des pouvoirs publics locaux, nationaux et européens :

- La réduction de l'usage et de la vitesse des véhicules motorisés ;
- Le développement de la marche et du vélo ;
- La prise en compte des personnes vulnérables ;
- La qualité de l'espace public.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine souhaite renouveler son adhésion à l'association « Rue de l'avenir ». La cotisation annuelle est de 350 € HT.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider d'adhérer à l'association « Rue de l'avenir » pour un montant de 350 € HT.

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer tout acte pris en exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ ADHESION DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE AU RÉSEAU VÉLO ET MARCHÉ

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Créé en 1989 par dix villes pionnières, le Club des Villes et Territoires Cyclables rassemblait en 2024 plus de 2000 collectivités territoriales représentant plus de 40 millions d'habitants.

Créée en 1999, l'association Vélo & Territoires était un réseau national de plus de 150 collectivités mobilisées pour développer l'usage du vélo dans tous les territoires.

Au 1^{er} janvier 2025, ces deux associations ont fusionné pour former le Réseau Vélo et Marche dont l'objet est de créer une dynamique entre les villes françaises et d'Europe, afin d'agir pour faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes et marcheurs, notamment en milieu urbain.

L'action du Réseau Vélo et Marche s'articule autour de quatre axes :

- Favoriser les échanges d'informations et d'expérience sur les politiques cyclables et marchables dans les agglomérations.
- Être l'interprète des collectivités locales auprès de l'Etat pour la mise en œuvre d'une politique nationale en faveur des mobilités actives.
- Ouvrir le dialogue avec toutes les parties prenantes (Etat, industrie du cycle, associations d'usagers) pour faire évoluer la réglementation.
- Mutualiser les expertises techniques en réalisant des études thématiques et de la veille.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine adhère depuis 2018 au Club des Villes et Territoires Cyclables et depuis 2022 à Vélo & Territoire.

Adhérer au Réseau Vélo et Marche permet au Syndicat des Mobilités de Touraine de participer à un réseau national dynamique, de partager des analyses et des expériences, d'avoir accès à un centre de ressources et de prospective afin de poursuivre le développement d'une politique cyclable répondant aux enjeux de mobilité et de protection de l'environnement et de la santé.

L'adhésion au Réseau est soumise à cotisation. La cotisation du Syndicat des Mobilités s'élève à 2 807 € HT.

Il a été proposé au Comité syndical :

- de décider d'adhérer à l'association « Réseau Vélo et Marche » en qualité de membre partenaire pour un montant de 2 807 € HT;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer tout acte pris en exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE LA CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DES AMENAGEMENTS PUBLICS DE L'AVENUE DU GENERAL DE GAULLE (TOURS), DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU)

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine (SMT) et Tours Métropole Val de Loire (TMVL) portent chacun des projets d'aménagement concernant l'avenue du Général De Gaulle, située dans le quartier du Sanitas à Tours.

Le SMT intervient au titre de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) dans le cadre du projet L2T, reliant Tours nord à Saint-Pierre des Corps et passant par l'intégralité de l'avenue du Général De Gaulle, soit un linéaire estimé à 950 m, qui sera réalisé en 2 phases.

TMVL porte en parallèle un projet d'aménagement de cet axe structurant du quartier du Sanitas dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier du Sanitas, intégré au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Compte tenu de leurs interventions croisées, le SMT et TMVL souhaitent appliquer un processus de transfert de maîtrise d'ouvrage permettant au SMT de réaliser l'ensemble des travaux de création et d'aménagement des espaces publics.

Pour ce faire, une convention est établie entre le SMT et TMVL afin de renseigner les conditions de mise en œuvre de ce transfert de maîtrise d'ouvrage. Cette convention ne s'applique que pour la phase 1 des travaux, correspondant à un linéaire estimé à 820 m.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser le Syndicat des Mobilités de Touraine à porter la maîtrise d'ouvrage des opérations de création et aménagement des espaces publics relevant de la compétence de Tours Métropole Val de Loire sur le linéaire de l'avenue du Général de Gaulle défini conjointement ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat des Mobilités de Touraine précisant les conditions d'application et engagements réciproques entre celui-ci et Tours Métropole Val de Loire ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer les documents afférents à cette convention.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

**❖ APPROBATION DE LA CONVENTION MULTI-PARTENARIALE
RELATIVE AU RACCORDEMENT ELECTRIQUE POUR CERTAINS
EQUIPEMENTS LIES A L'EXPLOITATION DU RESEAU BUS ET
TRAMWAY**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La convention initiale multi-partenariale relative au raccordement électrique pour certains équipements liés à l'exploitation du réseau bus et tram établit la mise à disposition de sources d'alimentations électriques par la métropole de Tours pour des équipements relevant de l'exploitation du réseau de transport du ressort du Syndicat des Mobilités de Touraine et de la facturation afférente à la distribution de ces sources d'énergie. Cet accord permet de rationaliser et mutualiser l'utilisation d'équipements publics tout en apportant des sources d'économie d'installation et de maintenance.

Par la présente délibération, le Comité Syndical autorise la signature du renouvellement de la convention multi-partenariale relative au raccordement électrique pour certains équipements liés à l'exploitation du réseau bus et tram.

Il a été proposé au Comité syndical d'adopter la présente délibération et de procéder à la signature de cette nouvelle convention d'une durée de 6 ans.

Les signataires de cette convention sont la Tours Métropole Val de Loire, le Syndicat des Mobilités de Touraine, et son délégataire Keolis Tours.

Pour simplifier le circuit de facturation il est établie que le Délégataire remboursera les consommations à la Métropole suivant le schéma suivant :

Montant réel suivant relevé (Mai de de l'année « n ») des index :

Formule : Nombre de kWh consommé X prix du kWh X TVA

+ taxes diverses liées à la distribution et consommation électrique

TVA = 20%, référence prix KWH au 01 Mars de l'année n+1

Ces montants sont intégrés dans les coûts de la délégation de service public.

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention en annexe de la présente délibération ainsi que tout document afférent à son exécution.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION BILLETTIQUE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La Région Centre Val de Loire a développé en 2024, dans le cadre de sa politique MAAS (Mobilité comme un service), une boutique billettique permettant de distribuer les titres d'un ensemble de partenaires sur sa plateforme JV Malin. Sont actuellement partenaires signataires de cette plateforme :

- Chartres métropole ,
- La communauté d'Agglomération du Pays de Dreux,
- Le Syndicat des Mobilités de Touraine,
- La Communauté d'agglomération de Blois,
- Orléans Métropole,
- Le Syndicat mixte de coordination des Transports Collectifs d'Eure-et-Loir

Le présent avenant a pour objet de modifier la liste des Autorités Organisatrices signataires à la présente convention en intégrant la Ville de Vierzon.

Par la présente délibération, le Comité syndical du Syndicat des Mobilités de Touraine autorise la signature de l'avenant n° 1 de la convention cadre pour la mise en œuvre et l'exploitation de l'intermodalité des systèmes billettiques des transports billettiques des transports publics en Région Centre-Val de Loire.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser le Président ou son représentant dûment habilité à signer l'avenant n°1 en annexe de la présente délibération ainsi que tout document afférent à son exécution.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2026/2028 ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE ET L'AGENCE D'URBANISME DE L'AGGLOMERATION DE TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

L'association « Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours » (ATU) est régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901. Ses statuts ont été approuvés par son assemblée générale extraordinaire en date du 2 juillet 2021. Elle ne poursuit aucun but lucratif.

Conformément à l'article L.132-6 du Code de l'urbanisme, l'association a notamment pour mission :

- de suivre les évolutions urbaines et développer l'observation territoriale,
- de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux,
- de préparer les projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques,
- de contribuer à diffuser l'innovation et les outils de développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine,
- d'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La présente convention triennale formalise l'adhésion du Syndicat des Mobilités de Touraine en tant que membre titulaire de l'ATU afin de contribuer à son programme partenarial d'activités. L'ATU s'engage à utiliser les contributions exclusivement pour les missions prévues, conformément au programme voté chaque année par l'Assemblée générale, qui peut être ajusté si nécessaire. Cette adhésion s'inscrit dans un partenariat visant à renforcer la collaboration entre mobilités et urbanisme à l'échelle du territoire, en rapprochant l'Autorité Organisatrice de la Mobilité d'une agence d'urbanisme experte dans l'accompagnement des stratégies et projets d'aménagement.

Le Syndicat des Mobilités de Touraine pourra ainsi accéder aux travaux d'observation et d'analyse menés par l'ATU, ainsi qu'à l'ensemble de ses publications. Ce partenariat vise également à accompagner la mise en œuvre de démarches de planification urbaine articulées avec le développement d'une offre de mobilités décarbonées, telle que la mise en service d'une nouvelle ligne de tramway, ou encore la mise en œuvre du SERM.

L'adhésion donne lieu à une contribution annuelle fixée à neuf mille neuf cent cinquante euros (9 950 €). Des contributions complémentaires pourront être prévues dans le cadre de la présente convention, sous réserve de la conclusion d'avenants établis d'un commun accord entre les parties.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver la signature par le Président ou son représentant dûment habilité de la convention pluriannuelle 2026/2028 entre le Syndicat des Mobilités de Touraine et l'Agence de l'Urbanisme de l'Agglomération de Tours en annexe de la présente délibération ainsi que tout document afférent à son exécution.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE, LE SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE ET LA SOCIÉTÉ KEOLIS TOURS DANS LE CADRE DU PLAN ORSEC

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

En cas de déclenchement du plan ORSEC, se pose la question de l'évacuation de personnes présentes dans un périmètre de danger lors d'une crise comme une crue majeure de la Loire ou un accident technologique.

La Préfecture d'Indre-et-Loire est alors en charge de décider et réaliser le déplacement des populations. Pour ce faire, le Syndicat des Mobilités de Touraine et son opérateur Keolis Tours conviennent de mettre à disposition leurs moyens de transport. Cette organisation était formalisée depuis 2020 dans une convention tripartite échue fin 2025 et qu'il convient donc de renouveler.

Les dispositions de cette convention restent inchangées ; ainsi on peut retenir que les circulations à mettre en œuvre sont:

- limitées au périmètre du Syndicat et concernant uniquement la société Keolis Tours,
- organisées en urgence selon les moyens disponibles, et de façon à éviter au maximum la non-réalisation du service Fil Bleu.

La Préfecture s'engage par ailleurs à :

- faire état du soutien et de la contribution du Syndicat et de Keolis Tours,
- indemniser les prestations effectuées en fonction des frais directs, matériels et humains,
- garantir l'approvisionnement en carburant de Keolis Tours par le ravitaillement des sites du Syndicat et/ou la réquisition de stations de carburant.

Il est proposé que la convention fixant ce qui précède soit renouvelable annuellement par tacite reconduction, jusqu'à son terme au 31 décembre 2031.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver la convention de partenariat entre le Préfet d'Indre-et-Loire, la société Keolis Tours et le Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre du plan ORSEC;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer la convention précitée et tout acte afférent à sa mise en œuvre.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ INDEMNISATION DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE – CORRECTION DELIBERATION C 26/01/09

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le Comité syndical a par délibération C 26/01/09 en date du 16 janvier 2026 validé le principe d'indemnisation dans le cadre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique prévoyant notamment le versement d'une indemnité de remploi.

Toutefois cette délibération comporte une erreur matérielle qu'il y a lieu de rectifier.

En effet, l'indemnité de emploi est une indemnité forfaitaire calculée en pourcentage sur le montant de l'indemnité principale détaillée comme suit :

- 20% jusqu'à 5000€
- 15% de 5000€ à 15 000€
- 10% au-delà de 15 000€

Il était mentionné dans la précédente délibération un taux de 20% jusqu'à 500€, au lieu de 5000 €

Les autres dispositions de la délibération C26/01/09 du 16 janvier 2026 demeurent inchangées..

Il a été proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le versement aux propriétaires concernés par la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, engagée pour la réalisation de la deuxième ligne de tramway, de l'indemnité de réemploi en sus de l'indemnité principale, calculée selon les modalités ci-dessus,
- de dire que les autres dispositions de la délibération du Comité syndical C 26/01/09 du 16 janvier 2026 demeurent inchangées.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ **AUTORISATION AU MANDATAIRE DE SIGNER LA CONVENTION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE : REALISATION ET
OCCUPATION D'UNE BASE - VIE TRAVAUX**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

L'opération Lignes2tram s'inscrit dans une politique globale de renfort de l'offre du réseau de transport public, permettant de répondre à une augmentation des besoins de mobilité sur le territoire tout en favorisant le report modal de la voiture particulière vers les transports collectifs.

L'opération Lignes2tram est composée de la ligne 2 de tramway qui reliera La Riche à Chambray-lès-Tours en passant par Tours et Joué-lès-Tours, de l'extension du centre de maintenance et d'une nouvelle ligne de Bus à Haut niveau de Service.

Dans le cadre de la gestion des chantiers nécessaires à la réalisation de la ligne 2 de tramway, une base-vie travaux doit être implantée à l'est de l'agglomération à proximité du projet. Elle doit accueillir les entreprises devant intervenir sur le projet depuis le P+R bord de Loire à La Riche jusqu'à la place de la Liberté à Tours.

Les parcelles AR 526 et AR 536 10 Rue Emile Aron à La Riche appartenant à l'université peuvent recevoir cette base-vie par le biais d'une convention d'occupation temporaire entre l'UNIVERSITE et le groupement TRANSAMO-LA SET mandataire du SMT dans le cadre de la réalisation du projet Lignes2Tram (L2T).

La Convention proposée a pour objet de définir les principes généraux et les modalités de l'occupation temporaire.

Elle prévoit sur une partie parcelles AR 526 et AR 536, précisé dans l'annexe de la convention, la création d'une base vie pour la durée du chantier du projet Lignes2Tram par l'aménagement du terrain de l'UNIVERSITÉ avec :

- Des zones de stockages des entreprises
- Des bungalows (bureau, sanitaires, réfectoires...) pour le maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises

L'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation de cette base-vie sont prévus par l'entreprise EIFFAGE ROUTE au titre de l'accord-cadre de « Travaux Préparatoires de Voirie – Génie Civil (TPI).

Des travaux de remise en état à l'identique du terrain à l'issue de l'occupation sont également prévus.

La convention doit prendre effet à partir du 06 avril 2026 pour une durée de trois (3) ans avec la possibilité d'une prolongation expresse impliquant la reconduction des modalités financières dans les mêmes conditions initiales (prorata du montant forfaitaire en fonction de la durée de la prolongation).

Cette convention conclue à titre onéreux ; TRANSAMO-LA SET s'acquittera d'un montant forfaitaire de 83 463 € HT pour la durée totale de l'occupation, en deux fois (50% à la signature, 50% un an après) auprès de l'UNIVERSITE.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'autoriser le mandataire à établir et à signer la convention d'occupation temporaire : Réalisation et occupation d'une base-vie travaux.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION- 3 ALLEE DES ROSSIGNOLS – CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La copropriété Résidence Bois Cormier est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°504 issue de la parcelle cadastrée section AW n°18 sise 3 Allée des Rossignols à Chambray-lès-Tours.

Il s'agit d'une emprise foncière de 71 m² correspondant à l'espace vert d'une copropriété, de forme longiligne et située en façade de l'avenue de la République à Chambray-lès-Tours. Elle est Zone UFa du PLU de la Commune.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

Un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre et Loire.

L'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre 2025 : elle a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

Dans un avis du 18 juin 2024, le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien pour une surface alors estimée à 252 m², à 27 000 €.

Par courrier du 8 janvier 2025, le Syndicat des mobilités de Touraine a proposé :

- L'acquisition d'une emprise foncière finalement fixée à 71 m² au prix de 7 590 €,
- La prise en charge des travaux de reconstitution suivants sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des mobilités de Touraine :
 - Remplacer la partie de grillage existant impactée par l'opération par un grillage souple neuf,
 - Replanter les arbres qui devront être coupés pour la réalisation de l'opération, à hauteur d'environ sept arbres, le nombre définitif étant à ajuster en fonction des besoins réels et des prescriptions techniques, suivant accord qui devra être donné par le Syndic ;

Dans un avis en date du 26 novembre 2025, reçu le 19 janvier 2026, le pôle d'évaluation domanial a fixé la valeur vénale de la parcelle à 7600 € sans mentionner l'indemnité de remploi.

Toutefois, il est rappelé que, depuis la déclaration d'utilité publique des indemnités de remploi sont dues. L'indemnité de remploi est une indemnité forfaitaire calculée en pourcentage sur le montant de l'indemnité principale :

- 20% pour les biens allant jusqu'à 5 000€
- 15% pour les bien de 5000€ à 15 000€
- 10% au-delà de 15 000€

Sur cette base, le Syndicat de mobilités de Touraine a complété son offre en proposant une indemnité principale de 7 590 € et une indemnité de emploi de 1 518 € en réitérant sa proposition quant aux travaux de reconstitution.

Le Syndicat des copropriétaires de la résidence Bois Cormier a accepté cette proposition lors de l'assemblée générale du 16 décembre 2025.

Il vous est proposé d'accepter les conditions d'indemnisation.

Il est précisé que :

- L'acte matérialisant l'accord sur le prix par la propriétaire, prendra la forme d'un traité d'adhésion
- Les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine.
- Conformément à l'article 4 de l'arrêté de déclaration d'utilité publique l'emprise expropriée nécessaire à la réalisation du projet et appartenant à des copropriétés soumises à la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis seront retirées de la copropriété initiale, conformément aux dispositions de l'article L122-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'indemnisation de la copropriété Bois Cormier de la parcelle cadastrée section AW n°0504 de 71 m² située 3 Allée des Rossignols à Chambray-lès-Tours, moyennant l'indemnité principale de 7 590 € et l'indemnité de emploi de 1 518 €.
- De dire que l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution susmentionnés seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine, ce dernier étant chargé du dépôt et de l'obtention des autorisations d'urbanisme,

- De dire que conformément à l'article 4 de l'arrêté de déclaration d'utilité publique, l'emprise expropriée nécessaire à la réalisation du projet et appartenant à des copropriétés soumises à la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis seront retirées de la copropriété initiale, conformément aux dispositions de l'article L122-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- De dire que les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer d'une part, le traité d'adhésion, et d'autre part tous les documents s'y rapportant,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION A L'ORDONNANCE D'EXPROPRIATION A CONCLURE ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE ET LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE RABELAIS-PERRAULT - 85 RUE GIRAUDEAU – TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de création de la deuxième ligne de tramway, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre-et-Loire, et l'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre suivant. Cette dernière a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existants sur les immeubles expropriés.

Sur le territoire de la Ville de Tours, ce projet impacte notamment l'assiette foncière de la résidence Rabelais-Perrault, située 85 rue Giraudeau à Tours, sur une emprise d'une superficie de 535 m² nouvellement cadastrée section ER n°844, tel qu'il ressort du plan de division parcellaire réalisé par le géomètre.

Cette emprise correspond actuellement à une portion de voirie comprenant 14 places de stationnement privées, les accès piétonniers des immeubles, et permettant également les accès des véhicules des copropriétaires et des services à la

plateforme de stationnement. Cet espace constitue également jusqu'à présent le point de dépose des bacs à ordures ménagères de la copropriété.

Cette portion de voirie se termine actuellement par un mur mitoyen derrière lequel se situe le quartier des Casernes Beaumont-Chauveau, ledit mur devant être ouvert afin de permettre le passage de la deuxième ligne de tramway.

Aux termes d'un avis domanial en date du 18 juin 2024 et prorogé le 7 janvier 2026, ladite parcelle cadastrée section ER n°844 a été évaluée à 126 000 €.

Par ailleurs, il est rappelé que, depuis la déclaration d'utilité publique, des indemnités de remploi sont dues. L'indemnité de remploi est une indemnité forfaitaire calculée en pourcentage sur le montant de l'indemnité principale :

- 20 % jusqu'à 5 000 € ;
- 15 % de 5 000 € à 15 000 € ;
- 10 % au-delà de 15 000 €.

Sur cette base, l'indemnité de remploi s'élève à 13 600 €, portant l'indemnité totale à 139 600 €.

En contrepartie de cette acquisition, il a été convenu de céder à titre d'échange au profit du syndicat des copropriétaires de la résidence Rabelais-Perrault, une emprise d'une superficie de 335 m² à détacher de la parcelle cadastrée section ER n°835, située à proximité dans la ZAC des Casernes Beaumont-Chauveau, permettant de recréer 15 places de stationnement. Ces places seront munies d'une structure permettant d'accueillir ultérieurement la mise en place potentielle de dispositifs de privatisation. Cette emprise sera aménagée par la SPL LA SET AMENAGEMENT. Aussi, cette emprise ayant été évaluée à 142 500 €, et compte tenu de la marge d'appréciation de 10 %, il sera procédé à un échange sans soulte.

Il est entendu que l'accès à la rampe desservant la plateforme de stationnement de la copropriété sera maintenu dans toutes ses fonctionnalités, et qu'un point de dépose des bacs à ordures ménagères sera recréé à proximité immédiate des nouvelles places de stationnement.

Il est également envisagé par le syndicat des copropriétaires de créer un ascenseur au niveau de la rampe hélicoïdale existant actuellement à l'angle de la place Rabelais et de la rue du Plat d'Etain, afin de permettre un accès PMR. Cet ascenseur sera adapté pour pouvoir également être utilisé comme monte-charge pour les bacs à ordures ménagères. Le surcoût lié à cette adaptation sera ainsi pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine dans la limite de 135 431,51 € HT, soit 162 517,81 € TTC. Ce prix sera actualisé selon l'indice BT01 jusqu'à l'obtention du permis de construire, et dans la limite de 24 mois à compter de la signature du traité d'adhésion à intervenir. Il est entendu que les autorisations administratives et les travaux liés à cet ascenseur restent sous l'entière la responsabilité la copropriété.

En outre, le Syndicat des Mobilités de Touraine prendra en charge les frais liés aux travaux d'ouverture du mur mitoyen.

Les frais d'organisation de l'assemblée générale extraordinaire de la copropriété convoquée pour les besoins de la présente opération, estimés à 5 500 €, ainsi que les frais de géomètre et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront également pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction, accompagné de deux copies.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver les indemnités dues au syndicat des copropriétaires de la résidence Rabelais-Perrault en vue de la prise de possession par le Syndicat des Mobilités de Touraine de la parcelle nouvellement cadastrée section ER n°844, d'une superficie de 535 m², située 85 rue Giraudeau à Tours, à hauteur de 126 000 € + 13 600 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 139 600 € ;
- d'accepter, en contrepartie, de céder à titre d'échange au profit du syndicat des copropriétaires de la résidence Rabelais-Perrault, une emprise d'une superficie de 335 m² à détacher de la parcelle cadastrée section ER n°835, située à proximité dans la ZAC des Casernes Beaumont-Chauveau, évaluée à 142 500 € ;
- de dire que cette emprise sera aménagée par la SPL LA SET AMENAGEMENT afin de recréer 15 places de stationnement en compensation des 14 places de stationnement retirées à la copropriété
- de dire que cet échange sera réalisé sans soulte, compte tenu de la marge d'appréciation de 10 % ;
- de dire que le Syndicat des Mobilités de Touraine prendra à sa charge :
 - o le surcoût lié à l'adaptation de l'ascenseur à créer dans la limite de 135 431,51 € HT soit 162 517,81 € TTC, montant qui sera actualisé selon l'indice BT01 jusqu'à l'obtention du permis de construire et dans la limite de 24 mois à compter de la signature du traité d'adhésion à intervenir ;
 - o les frais liés aux travaux d'ouverture du mur mitoyen ;

- les frais d'organisation de l'assemblée générale extraordinaire de la copropriété convoquée pour les besoins de la présente opération, estimés à 5 500 € ;
 - les frais de géomètre ;
 - les frais de rédaction du traité d'adhésion ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le traité d'adhésion et toutes les pièces afférentes à la présente délibération
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION A L'ORDONNANCE D'EXPROPRIATION A CONCLURE ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE ET LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE - 106 BOULEVARD TONNELLE -TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de création de la deuxième ligne de tramway, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre-et-Loire, et l'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre suivant. Cette dernière a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existants sur les immeubles expropriés.

Sur le territoire de la Ville de Tours, ce projet impacte notamment l'assiette foncière de la résidence située 106 boulevard Tonnellé à Tours, sur une emprise d'une superficie de 6 m² nouvellement cadastrée section EV n°263, tel qu'il ressort du plan de division parcellaire réalisé par le géomètre. Cette emprise correspond actuellement à une portion de voirie.

Aux termes d'un avis domanial en date du 1^{er} décembre 2025, ladite parcelle cadastrée section EV n°263 a été évaluée à 9,00 €.

Par ailleurs, il est rappelé que, depuis la déclaration d'utilité publique, des indemnités de emploi sont dues. L'indemnité de emploi est une indemnité forfaitaire calculée en pourcentage sur le montant de l'indemnité principale :

- 20 % jusqu'à 5 000 € ;
- 15 % de 5 000 € à 15 000 € ;
- 10 % au-delà de 15 000 €.

Sur cette base, l'indemnité de emploi s'élève à 1,80 €, ce qui porte l'indemnité totale à 10,80 €.

En outre, le projet nécessite de reculer le portail d'entrée de la résidence de 3 mètres, afin de permettre l'arrêt des véhicules. Le Syndicat des Mobilités de Touraine propose de prendre en charge la pose d'un nouveau portail dans la limite de 8 700,00 € HT. Le paiement sera réalisé sur présentation de facture.

Concernant l'avaloir et la gestion des eaux pluviales sur la voie d'accès, les éléments seront repris conformément au résultat des études de reconstitution qui seront menées et aux réglementations en vigueur. La solution apportée sera présentée au syndicat des copropriétaires en amont.

Enfin, l'emprise à acquérir étant située en surplomb du parking souterrain de la résidence, une division en volumes devra être réalisée.

Les frais de géomètre et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver les indemnités dues au syndicat des copropriétaires de la résidence située 106 boulevard Tonnellé à Tours en vue de la prise de possession par le Syndicat des Mobilités de Touraine de la parcelle nouvellement cadastrée section EV n°263, d'une superficie de 6 m², à hauteur de 9,00 € + 1,80 € au titre de l'indemnité de emploi soit une indemnité totale de 10,80 € ;

- de dire que le Syndicat des Mobilités de Touraine prendra à sa charge la pose d'un nouveau portail dans la limite de 8 700,00 € HT, les frais de géomètre ainsi que les frais de rédaction du traité d'adhésion ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le traité d'adhésion et toutes les pièces afférentes à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

❖ APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION - 2 IMPASSE DE LA BARILLERIE - CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

La société à responsabilité limitée POMPES FUNEBRES ASSISTANCE est propriétaire de la parcelle cadastrée section AS n°315 (194 m²) sise 2 impasse de la Barillerie à Chambray-lès-Tours.

Il s'agit d'une emprise de terrain de forme non homogène et quasi-triangulaire, gravillonnées située en façade de l'avenue de la république et dans l'angle de la rue de la Barillerie. Elle est en zone UD du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

Un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre et Loire.

L'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre 2025 : elle a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

Dans un avis du 22 décembre 2021, le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien pour une surface alors estimée à 197 m², à 21 800 €.

Par courrier du 22 décembre 2023, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé :

- L'acquisition d'une emprise foncière alors fixée à 182 m² au prix de 110.66€/m² soit 20 140 €,

- La prise en charge des travaux de reconstitution suivants sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine :
 - Reconstruction de la clôture à l'identique et en fournissant une prestation au moins équivalente à l'existant
 - Repositionnement du portail existant
 - Repositionnement du totem
 - Reconstitution de la haie plantée
 - Déplacement des réseaux et compteurs en limite de la future propriété

Dans un avis en date du 20 octobre 2025, le pôle d'évaluation domanial a fixé la valeur vénale de l'emprise de la parcelle de terrain, d'une surface de 194 m², située 2, rue de la Barillerie à Chambray-Les-Tours, à 23 500 € hors taxe et hors droits et l'indemnité de réemploi à 3 350 € soit une indemnité de dépossession de 26 850 €.

Il vous est proposé que le Syndicat des Mobilités de Touraine complète son offre en proposant l'indemnisation estimée par le pôle d'évaluation domanial et de réitérer la proposition quant aux travaux de reconstitution susvisés.

Il est précisé que :

- L'acte matérialisant l'accord sur le prix par la propriétaire, prendra la forme d'un traité d'adhésion
- Les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'indemnisation de la société à responsabilité limitée POMPES FUNEBRES ASSISTANCE propriétaire exproprié de la parcelle cadastrée section AS n°315 (194 m²) sise 2 impasse de la Barillerie à Chambray-lès-Tours, moyennant l'indemnité principale de 23 500 € et l'indemnité de réemploi à 3 350 € soit une indemnité de dépossession de 26 850 €.
- de dire que l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution susmentionnés seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine, ce dernier étant chargé du dépôt et de l'obtention des autorisations d'urbanisme,
- de dire que les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le traité d'adhésion et toutes les pièces afférentes à la présente délibération.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION A L'ORDONNANCE D'EXPROPRIATION A CONCLURE ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE ET TOURS METROPOLE HABITAT DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA SECONDE LIGNE DE TRAMWAY - TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Sur le territoire de la Ville de Tours, le projet de création de la deuxième ligne de tramway, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, impacte plusieurs emprises foncières appartenant à Tours Métropole Habitat. Plus précisément, il s'agit des parcelles suivantes :

- la parcelle cadastrée section CZ n°603, d'une superficie de 123 m², située 2 rue Bellini à Tours ;
- la parcelle cadastrée section ER n°841, d'une superficie de 805 m², située 1 allée Ambroise Paré à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DE n°721, d'une superficie de 93 m², située 1 place Goya à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DK n°102, d'une superficie de 516 m², située 14 avenue de l'Alouette à Tours.

Un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre-et-Loire, et l'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre suivant. Cette dernière a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existants sur les immeubles expropriés.

Par ailleurs, il est rappelé que, depuis la déclaration d'utilité publique, des indemnités de emploi sont dues. L'indemnité de emploi est une indemnité forfaitaire calculée en pourcentage sur le montant de l'indemnité principale :

- 20 % jusqu'à 5 000 € ;
- 15 % de 5 000 € à 15 000 € ;
- 10 % au-delà de 15 000 €.

De ce fait, lesdites parcelles ont été estimées par le Pôle d'évaluation domaniale aux termes d'avis en date du 16 décembre 2025, comme suit :

- concernant la parcelle cadastrée section CZ n°603 : 55 200 € + 6 520 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 61 720 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section ER n°841 : 64 400 € + 7 440 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 71 840 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section DE n°721 : 7 440 € + 1 366 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 8 806 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section DK n°102 : 41 280 € + 5 128 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 46 408 €.

Il est précisé que les frais de géomètre ainsi que les frais de rédaction du traité d'adhésion sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver les indemnités dues à Tours Métropole Habitat en vue de la prise de possession par le Syndicat des Mobilités de Touraine des parcelles suivantes :
 - o la parcelle cadastrée section CZ n°603, d'une superficie de 123 m², située 2 rue Bellini à Tours, à hauteur de 55 200 € + 6 520 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 61 720 € ;
 - o la parcelle cadastrée section ER n°841, d'une superficie de 805 m², située 1 allée Ambroise Paré à Tours, à hauteur de 64 400 € + 7 440 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 71 840 € ;
 - o la parcelle cadastrée section DE n°721, d'une superficie de 93 m², située 1 place Goya à Tours, à hauteur de 7 440 € + 1 366 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 8 806 € ;
 - la parcelle cadastrée section DK n°102, d'une superficie de 516 m², située 14 avenue de l'Alouette à Tours, à hauteur de 41 280 € + 5 128 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 46 408 € ;
- de dire que les frais de géomètre ainsi que les frais de rédaction du traité d'adhésion sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le traité d'adhésion ou toutes les pièces afférentes à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION – 28 - ROUTE DE BORDEAUX- -CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Monsieur MARGANNE Jean-Luc USUFRUITIER, Madame MARGANNE Mélissa NUE-PROPRIETAIRE INDIVIS, et Monsieur MARGANNE Richard NU-PROPRIETAIRE INDIVIS, étaient propriétaires de la parcelle cadastrée section AH n°412 (159 m²) sise 28 route de Bordeaux à Chambray-lès-Tours.

Il s'agit d'une emprise de terrain en forme de lame de parquet située le long de la voirie. Elle est classée en zone UD au Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

Un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre et Loire.

L'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre 2025 : elle a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

Dans un avis du 9 septembre 2021, le pôle d'évaluation domaniale a estimé le bien à une valeur vénale de 147.52 €/m².

Par courrier du 25 novembre 2021, le Syndicat des Mobilités de Touraine a proposé l'acquisition d'une emprise foncière pour une surface alors estimée à 164 m² au prix de 147.52 €/m² soit 24 193 €.

Cette offre a été refusée.

Par courrier du 18 avril 2024, le Syndicat des mobilités de Touraine a réalisé une nouvelle offre au prix de 26 612 €.

Dans un avis en date du 20 octobre 2025, le pôle d'évaluation domanial a fixé la valeur vénale de l'emprise de la parcelle de terrain, libre d'occupation, d'une surface de 159 m² à 23 400 €, hors taxe et hors droits et l'indemnité de remploi à 3340 € soit une indemnité totale de dépossession 26 740 €.

Il vous est proposé que le Syndicat des Mobilités de Touraine complète son offre en proposant l'indemnisation estimée par le pôle d'évaluation domanial.

Il est précisé que :

- L'acte matérialisant l'accord sur le prix par les propriétaires, prendra la forme d'un traité d'adhésion

Les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver l'indemnisation de l'indivision MARGANNE propriétaires expropriés sus-désignés de la parcelle cadastrée section AH n°412 (159 m²) sise 28 route de Bordeaux à Chambray-lès-Tours moyennant l'indemnité principale de 23 400 €, et l'indemnité de remploi à 3340 € soit une indemnité totale de dépossession 26 740 €.
 - de dire que l'emprise foncière sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution susmentionnés seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine, ce dernier étant chargé du dépôt et de l'obtention des autorisations d'urbanisme,
 - de dire que les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué à signer le traité d'adhésion et d'autre part tous les documents s'y rapportant,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION A L'ORDONNANCE D'EXPROPRIATION A CONCLURE ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE ET MME GAUTHIER ELISABETH -12 RUE DU DOYENNE-LA RICHE

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, présente le rapport suivant :

Le Comité syndical a, lors de sa réunion du 28 mai 2025, validé l'acquisition d'une emprise de 64m² à détacher du lot 14 situé sur la parcelle cadastrée section AO n° 385, propriété de Mme GAUTHIER Elisabeth, moyennant le prix de 6 200 € (96€/m²).

L'emprise du projet a évolué sur cette parcelle et porte désormais sur une surface totale de 82m², comprenant les parcelles nouvellement cadastrées section AO 612 (64m²) et AO 644 (18m²).

Depuis, le projet de création de la deuxième ligne de tramway a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre-et-Loire, et l'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre suivant. Cette dernière a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existants sur les immeubles expropriés.

Le pôle d'évaluation domaniale a dans un avis du 7 janvier 2026 estimé l'emprise de 86m² située 12 rue du Doyenné à la Riche au prix de 96€/m² soit 8 256€ arrondi à 8 300€.

Une proposition d'acquisition actualisée est en cours de signature par le Syndicat des Mobilités de Touraine. Cette proposition prévoit l'acquisition des parcelles cadastrées section AO 612 et AO 644 d'une surface totale de 82 m² au prix de 96€/m² soit 7 872€ correspondant à la vénale du bien. La proposition du Syndicat des Mobilités de Touraine intègre également une indemnité complémentaire estimée à 1 431€ correspondant à l'indemnité de emploi et calculée selon le barème (20% jusqu'à 5 000€, 15% de 5 000€ à 15 000€ et 10% au-delà de 15 000€).

Le montant proposé à Madame GAUTHIER Elisabeth s'élève donc à 9 303€.

Les frais de géomètre et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront pris en charge par le Syndicat des Mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver les indemnités dues à Madame GAUTHIER Elisabeth, en vue de la prise de possession par le Syndicat des Mobilités de Touraine des parcelles nouvellement cadastrées section AO n°612 et n°644, d'une superficie totale de 82 m², à hauteur de 9 303 € soit 7 872 € au titre de l'indemnité principale et 1 431 € au titre de l'indemnité de réemploi ;
- de dire que le Syndicat des Mobilités de Touraine prendra à sa charge les travaux de reconstitution validé dans la délibération C25/05/07 du 28 mai 2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le traité d'adhésion et toutes les pièces afférentes à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ NEGOCIATIONS DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE ET SAISINE DU JUGE DE L'EXPROPRIATION

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025 et un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre et Loire.

L'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre 2025, transférant ainsi la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine, et mettant fin aux droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

Toutefois, la prise de possession des biens figurant dans l'ordonnance d'expropriation n'est possible qu'un mois après le paiement des indemnités dues ou leur consignation.

Il est rappelé que depuis la déclaration d'utilité publique, outre l'indemnité principale due au propriétaire pour l'acquisition de son bien, des indemnités de réemploi sont dues, en sus de cette indemnité principale. Des indemnités accessoires peuvent être également accordées selon les situations.

Les négociations engagées avec les propriétaires ci-dessous n'ont pas abouti à ce jour à un accord avec le Syndicat des Mobilités de Touraine.

ADRESSE	PROPRIETAIRE	INDEMNITE PRINCIPALE	INDEMNITE EMPLOI	MONTANT TOTAL INDEMNISATION
20 rue Mozart TOURS	ASSO DIOCESAINE TOURS	3 €	0.60€	3.60€
3 Avenue de l'Alouette TOURS	SCI ROSA	120 €	24€	144€
11Avenue de l'Alouette TOURS	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE CAMPUS PARK	8 960 €	1 594 €	10 554 €
110 rue de la Mairie LA RICHE	Mme Sylvie BARROIS Mr Julien BARROIS	16 000 €	2 600 €	18 600 €
122 rue de la Mairie Lots 2-3-4 LA RICHE	Mr Jackie DIEN Mme Jeanine TROUVE	45 750 €	5 575 €	51 325 €
124 rue de la Mairie Lot 2 LA RICHE	Mr Laurent DIEN	15 250€	2 525€	17 775€
126 rue de la Mairie LA RICHE	Mme Jacinthe BAUCHET Mr Gérard RIBEAU	297 000 €	30 700 € + Indemnité perte de revenu = 28 310 €	356 010 €
126b rue de la Mairie LA RICHE	Mr Guerraoui LAKHDAR	8 000 €	1 450 €	9 450 €
140 rue de la Mairie LA RICHE	M Pascal DERYCKE Mme Nathalie WEBER	43 000€	5 300€	48 300€
172 rue de la Mairie LA RICHE	Mme CARRAZEDO Mr DOS SANTOS OLIVEIRA	809 000€	81 900€	890 900€
10 rue du Doyenné LA RICHE	Mme JOLIS	9 000€	1 600€	10600
60avenue de la République CHAMBRAY	Indivision GRENON-GOUSSEAU-EVARD-TING-GROUTEL-CLT-BOURIN-CHAMPIGNY	400€	80€	480€
La Pièce des Barillers CHAMBRAY (UXA1)	Indivision BOUTET	487 000€	49 700€	536 700€

La Pièce des Barillers CHAMBRAY (NP)	Indivision BOUTET	34 250€	4 425€	38 675€
Rue de la Bruyère CHAMBRAY	Indivision AR14-15- 115	59 000€	6 900€	65 900€

Un mémoire valant offre a été adressé ou sera adressé aux propriétaires listés ci-dessus sur la base des estimations rendues par le pôle d'évaluation domaniale.

En cas d'accord des propriétaires sur le montant des indemnités proposées dans le mémoire valant offre, un traité d'adhésion à l'ordonnance d'expropriation pour cause d'utilité publique sera leur sera proposé.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

Il est proposé au Comité syndical :

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à poursuivre les négociations amiables avec les propriétaires listés dans le tableau ci-dessus, conformément aux estimations rendues par le pôle d'évaluation domaniale,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer les traités d'adhésion à l'ordonnance d'expropriation pour cause d'utilité publique.
- d'autoriser Monsieur le Président à saisir Madame le juge de l'expropriation afin de fixer les indemnisations dues dans le cadre de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique dans le cadre de la réalisation de la deuxième ligne de tramway.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

APPROBATION D'UN PROTOCOLE D'ACCORD QUADRIPARTITE ET DES TRAITES D'ADHESION DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION - 31 AVENUE DE LA REPUBLIQUE- CHAMBRAY-LES-TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le projet de création de la deuxième ligne de tramway sur la métropole de Tours, a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025.

Un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre et Loire.

L'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre 2025 : elle a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existant sur les immeubles expropriés.

A ce titre, l'Ordonnance d'expropriation vise en particulier la parcelle AR n°194 sise 31 avenue de la République à Chambray-lès-Tours d'une superficie de 315 m² appartenant à la SCI 3G IMMO située en zone UDa du PLU de la Commune de Chambray-Lès-Tours.

Il existe sur cette parcelle AR n°194 deux bâtiments qui ont été donnés à bail à des locataires différents :

- La SCI 3G IMMO a donné à bail commercial à la société AUDILAB TOURAINE un immeuble situé 31 avenue de la République à CHAMBRAY-LES-TOURS pour une superficie d'environ 100 m² en rez-de-chaussée comprenant :

- Un local à usage de magasin d'une surface de 54 m²,
- Une pièce de stockage d'une surface de 12 m²,
- Un appartement T1 d'une surface de 27 m² comprenant une pièce de vie, un coin cuisine, une salle d'eau,
- Une courette de 15 m² fermée et partiellement couverte,
- 4 places de stationnement pour véhicules et espaces verts.

- La SCI 3G IMMO a donné un bail à titre de renouvellement du bail commercial à la société LIGERIS INVESTISSEMENT dorénavant dénommée LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE (LCI), un local situé 31, avenue de la République, pour une superficie d'environ 60 m² comprenant :

- Un bureau en rez-de-chaussée,
- Au 1^{er} étage : une salle de réunion, un bureau, un coin kitchenette et une salle d'eau avec WC.

Le tout sur un terrain de 100 m² comprenant deux places de parking.

La mise en œuvre du projet Lignes2Tram implique de délocaliser les locataires de la SCI 3G IMMO.

Trois entités distinctes sont donc présentes sur la parcelle expropriée ayant toutes droit à des indemnités différentes : le propriétaire, la SCI 3G IMMO, qui a droit à l'indemnisation de la perte de son foncier mais également de la perte de ses revenus

locatifs, et les deux locataires, qui ont droit à l'indemnisation de la perte de leur fonds de commerce.

Il convient de préciser que les sociétés AUDILAB TOURAINE et LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE ont expressément fait part de leur volonté de rester sur place et de parvenir à une solution de relocalisation.

Des discussions ont été engagées depuis plusieurs années avec la SCI 3G IMMO, qui échangeait également avec ses deux locataires, LIGERIS CONSEILS & INGÉNIERIE et AUDILAB TOURAINE.

La SCI 3G IMMO afin d'offrir à ses locataires de nouveaux locaux en substitution de ceux donnés, jusqu'à présent, à bail commercial et impactés par la réalisation du projet Lignes2Tram, envisage :

- De surélever le bâtiment édifié sur la parcelle AR n°61 propriété de la SCI 3G IMMO (non visée par l'ordonnance d'expropriation)
- De procéder à la démolition et la reconstruction d'un nouveau bâtiment situé sur la parcelle AR n°195 propriété de la SCI 3G IMMO.

Ces constructions sont prévues sur des parcelles situées en dehors de l'assiette du tracé de la deuxième ligne de tramway.

Dans un avis en date du 20 octobre 2025, le pôle d'évaluation domanial a fixé la valeur vénale de l'emprise de la parcelle de terrain expropriée à 324 500 € hors taxe et hors droits et l'indemnité de réemploi à 33 450 € soit une indemnité de dépossession de 357 950 €.

Par ailleurs, plusieurs rapports d'expertise ont été établis à la demande des différentes parties.

C'est sur la base de ces différents éléments que les parties se sont rapprochées pour permettre la signature d'un protocole d'accord quadripartite.

Ce protocole d'accord quadripartite permet la fixation des indemnités d'un commun accord entre les parties et prévoit des concessions réciproques, quant aux travaux à réaliser, quant à la libération des locaux par les locataires et quant à une solution transitoire permettant à ces derniers de continuer leur activité pendant les travaux de démolition et de construction :

- La SCI 3G IMMO a besoin d'une emprise foncière complémentaire, propriété du Syndicat des Mobilités de Touraine, nécessaire au respect de son permis de construire.
- Cette cession permet de répondre au besoin d'emprises complémentaires au projet de construction de 3G IMMO
- La construction ainsi envisagée par la SCI 3G IMMO, une fois achevée, a vocation à accueillir les sociétés LIGERIS CONSEILS & INGÉNIERIE et AUDILAB TOURAINE.
- Ce projet « profite » ainsi au Syndicat des Mobilités de Touraine, puisque c'est dans ces conditions que la SCI 3G IMMO ne perdra pas ses locataires et que les locataires, ne perdent pas leur fonds de commerce, puisqu'ils seront

relocalisés sur place après leur éviction de la parcelle expropriée ce qui permet de minimiser l'indemnisation de ces derniers.

- Enfin, cette solution transactionnelle permet dès à présent de sécuriser la libération des parcelles dans le temps imparti pour les travaux du projet de la deuxième ligne de tramway

Il convient donc d'envisager l'opération et les montants prévus au protocole dans leur globalité, étant précisé que le total des sommes reste inférieur à celui qui pourrait être fixé par le juge de l'expropriation en cas de saisine dans l'hypothèse où l'on considérerait que les locataires sont évincés sans relocalisation.

Les indemnités prévues au protocole sont constituées de:

- 1- Des indemnités forfaitaires et définitives de 568.233 € hors taxes à verser par le Syndicat des Mobilités de Touraine au profit de la SCI 3G IMMO dans le mois suivant la signature du traité d'adhésion qui sera parallèlement régularisé entre le Syndicat des Mobilités de Touraine et la SCI 3G IMMO. Elles sont détaillées ci-dessous :
 - 370 700 € au titre de la valeur vénale de l'immeuble situé 31, avenue de la République, cadastré AR n°194,
 - 114 833 € HT à titre de participation à la reconstitution des locaux donnés à bail aux sociétés AUDILAB TOURAINE ET LIGERIS, la SCI 3G IMMO faisant son affaire personnelle sans aucune prise en charge supplémentaire par le Syndicat des Mobilités de Touraine de tout éventuel dépassement,
 - 80 000 € HT à titre de participation à la reconstitution des fonctionnalités (clôture, VRD, etc.) telles que décrites dans le protocole, la SCI 3G IMMO faisant son affaire personnelle sans aucune prise en charge supplémentaire par le Syndicat des Mobilités de Touraine de tout éventuel dépassement :
 - 2.700 € au titre des frais liés à la levée de l'hypothèque existant sur la parcelle AR n°62 dont est issue la parcelle expropriée AR n°194. Cette somme a été déterminée de manière forfaitaire au vu de l'estimation transmise par la SCI 3G IMMO, cette dernière faisant son affaire personnelle sans aucune prise en charge supplémentaire par le Syndicat des Mobilités de Touraine de tout éventuel dépassement.
- 2- Des indemnités forfaitaires et définitives, toutes indemnités confondues, s'élevant à 56.230 € à verser par le Syndicat des Mobilités de Touraine à la société LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE qui tiennent compte de sa relocalisation sur place.

Des indemnités forfaitaires et définitives, toutes indemnités confondues, de 100 000 € à verser par le Syndicat des Mobilités de Touraine à la société AUDILAB TOURAINE qui tiennent compte de sa relocalisation sur place.

- 3- Il vous est proposé que le Syndicat des Mobilités de Touraine accepte ces conditions d'indemnisation et signe le protocole d'accord quadripartite joint à la présente délibération.

Il est précisé que :

- Les actes matérialisant l'accord sur le prix par la SCI 3GIMMO, l'accord sur les indemnités par la société LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE, l'accord sur les

indemnités par la société AUDILAB TOURAINE, prendront chacun la forme d'un traité d'adhésion

- Les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction du traité d'adhésion seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation

Il a été proposé :

- d'approuver l'indemnisation de la SCI 3G IMMO, propriétaire exproprié et de ses locataires LIGERIS CONSEILS & INGÉNIERIE locataire, et AUDILAB TOURAINE aux conditions susmentionnées.
- de dire l'emprise foncière vendue sera libre d'occupation, et que, des travaux de reconstitution seront réalisés au frais et sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat des Mobilités de Touraine, selon les termes prévus au protocole joint,
- de dire que les frais de géomètre liés à cette opération et les frais de rédaction des traités d'adhésion seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le protocole quadripartite joint, les traités d'adhésion et toutes les pièces afférentes à la présente délibération.
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

**❖ CESSION FONCIERE DU SYNDICAT DES MOBILITES DE
TOURAINE AU PROFIT DE SCI 3G IMMO (UNE PARTIE DES
PARCELLES AR N°57 SISE 29 AVENUE DE LA REPUBLIQUE ET
AR N°58 SISE LIEU-DIT LA BRUYERE) - CHAMBRAY-LES-TOURS**

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté le rapport suivant :

Le tracé de la ligne de tramway qui va être mis en œuvre dans le cadre de la réalisation du projet de Lignes2Tram passe sur la parcelle AR n°194, sise 31 avenue de la République, parcelle expropriée qui appartenait à la SCI 3G IMMO qui a accepté de signer le traité d'adhésion.

Cette expropriation implique l'éviction de ses locataires LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE et AUDILAB TOURAINE et de les délocaliser.

Les sociétés AUDILAB TOURAINE et LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE ont expressément fait part de leur volonté de rester sur place et de parvenir à une solution de relocalisation et ont validé le protocole d'accord quadripartite en ce sens et le traité d'adhésion.

C'est dans ces conditions que la SCI 3G IMMO afin d'offrir à ses locataires de nouveaux locaux en substitution de ceux donnés, jusqu'à présent, à bail commercial et impactés par la réalisation du projet Lignes2Tram, envisage :

- De surélever le bâtiment édifié sur la parcelle AR n° 61 propriété de la SCI 3G IMMO (non visée par l'ordonnance d'expropriation)
- De procéder à la démolition et la reconstruction d'un nouveau bâtiment situé sur la parcelle AR n°195 propriété de la SCI 3G IMMO.

Ces constructions sont prévues sur des parcelles situées en dehors de l'assiette du tracé de la deuxième ligne de tramway.

Un permis de construire a été accordé à la SCI 3G IMMO par arrêté en date du 16 janvier 2026 et arrêté rectificatif en date du 27 janvier 2026.

Afin de pouvoir construire ce nouveau local qui sera donné à bail aux AUDILAB TOURAINE et LIGERIS CONSEILS & INGENIERIE, la SCI 3G IMMO doit pouvoir justifier de la création de 14 places de stationnement.

La SCI 3G IMMO n'est pas en mesure de réaliser ces places de stationnement sur les parcelles lui appartenant.

Il est envisagé, dans ces conditions, la cession, par le Syndicat des Mobilités de Touraine, d'une partie des parcelles cadastrées section AR n°57 sise 29 Avenue de la République à Chambray-lès-Tours et AR n°58 sise lieu-dit La Bruyère à Chambray-lès-Tours d'une superficie globale de 1025 m² pour lui permettre de réaliser sur ces parcelles les places de parking nécessaires au respect de son autorisation d'urbanisme. Ces parcelles sont en zone Uda du PLU de Chambray-Lès-Tours.

Dans un avis daté du 25 novembre 2025, le pôle d'évaluation domanial a fixé la valeur vénale de l'emprise foncière d'une surface estimée à 1001 m² à 179 € par m² soit 179179 € arrondie à 179 000 €.

La superficie a été précisée : l'emprise à céder issue de la parcelles AR n°57 est estimée à 599 m² et celle issue de la parcelle AR n°58 à 426 m² soit une surface globale à céder de 1025 m², qui sera précisée par document d'arpentage à intervenir.

La SCI 3GIMMO a accepté la cession d'une emprise foncière d'une superficie globale estimée à 1025 m² et qui sera précisée par document d'arpentage à intervenir, au prix de 179 € /m² hors taxes, TVA sur marge éventuelle en sus, auquel

s'ajoutera les frais et taxes applicables à la charge de l'acquéreur. Le Syndicat des Mobilités de Touraine prendra en charge les frais de géomètre.

Il vous est proposé d'accepter ces conditions de cession.

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'approuver la cession à la SCI 3G IMMO d'une partie des parcelles cadastrées section AR n°57 sise 29 Avenue de la République à Chambray-lès-Tours et AR n°58 sise lieu-dit La Bruyère à Chambray-lès-Tours d'une superficie globale de 1025 m² qui sera précisée par document d'arpentage à intervenir, au prix de 179 € par m², TVA sur marge éventuelle en sus.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à signer d'une part, l'acte de vente, et, d'autre part, tous les documents s'y rapportant.
- de dire que les frais de géomètre liés à cette opération seront à la charge du Syndicat des mobilités de Touraine, et les frais de rédaction de l'acte de vente seront à la charge de la SCI 3G IMMO.

Le Comité syndical a adopté à l'unanimité.

❖ INSTITUTIONS - INFORMATION DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT ET PAR DELEGATION

Au regard de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et par délibération en date du 30 mai 2023, le Comité syndical a décidé de confier une partie des attributions de l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Conformément aux dispositions de ces articles, il appartient au Président de rendre compte des décisions prises dans le cadre de ses attributions et de cette délégation.

➤ Signature de la décision suivante :

- **Décision 2026-01** : Mandat spécial pour la participation d'un délégué syndical à la mission d'information relative à la simplification de la billettique dans un contexte d'ouverture à la concurrence et de développement des transports collectifs au 15 rue de Vaugirard 75291 Paris le 26 mars 2026.

➤ Signature de la convention suivante :

- Convention de mise à disposition temporaire du parking relais « Sagerie ».

➤ **Signature des avenants du Syndicat des Mobilités de Touraine suivants :**

Avenant 2 au marché 2000T01 « Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de la deuxième ligne de tramway et ses composantes sur le territoire de l'agglomération tourangelle » notifié au groupement TRANSAMO / SET le 14/01/2026

Il a été proposé au Comité syndical :

- d'acter les décisions prises par le Président pour le Syndicat des Mobilités de Touraine.
- d'acter les décisions prises par le mandataire passées pour le compte du Syndicat des Mobilités de Touraine dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée du 19 février 2020.

Le Comité syndical a acté.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a présenté au Comité syndical a présenté trois points d'information rapides, mais importants qu'il souhaitait porter à la connaissance des délégués.

- Premier point : le plan de mobilité

Un courrier est actuellement à la signature du Président dans le cadre du plan de mobilité que le SMT a arrêté au mois de décembre. Ce courrier vise à solliciter l'avis des communes avant le lancement de l'enquête publique.

Le SMT a fait le choix de demander cet avis le plus tardivement possible, afin de laisser le temps aux nouveaux exécutifs municipaux de se mettre en place tout en leur permettant de disposer d'un délai suffisant pour examiner et traiter ce dossier.

Le Syndicat a attendu le dernier moment afin que le délai réglementaire de trois mois soit le plus large possible, même si cela se situe dans une période qui n'est pas forcément la plus opportune. L'objectif reste d'organiser l'enquête publique à l'automne, en même temps que celle du SCOT, afin de regrouper les procédures et de travailler de manière cohérente.

Si les communes rendent un avis, c'est évidemment préférable. Si elles ne le font pas, l'avis est réputé favorable. Dans tous les cas, une commune qui n'aurait pas eu le temps de délibérer pourra toujours déposer une contribution lors de l'enquête publique.

Monsieur Christophe BOULANGER a précisé qu'il n'y a aucune volonté de faire passer ce dossier en force. Compte tenu du calendrier, c'est simplement

l'organisation qui semblait la moins contraignante pour chacun. Dans ce courrier, le SMT propose également une réunion de présentation et d'échange sur le plan de mobilité fin avril, afin de revenir sur ses enjeux et ses principales orientations avant la phase d'avis formels.

- Deuxième point : le renouvellement de la flotte de bus

Le SMT est en train d'adresser un courrier aux services de l'État concernant l'évolution de la flotte.

Aujourd'hui, certaines directives techniques et réglementaires poussent à basculer très rapidement vers des bus électriques. Or, le SMT a déjà largement travaillé sur ce sujet et conduit une analyse approfondie. La position du Syndicat a toujours été de ne pas dépendre d'une seule option. Plusieurs raisons expliquent cette position.

D'abord, Le SMT a investi dans des stations GNV, et il est logique de vouloir amortir ces investissements. Il semble donc pertinent de continuer à acquérir, pendant encore un certain temps, des bus au gaz, d'autant que la production de biométhane issue de la Grange David couvre aujourd'hui nos besoins, même si, réglementairement, nous ne pouvons pas consommer directement ce que nous produisons.

Ensuite, la réglementation actuelle présente certaines incohérences. Par exemple, lorsqu'un tramway est créé, il n'est pas pris en compte dans le taux d'électrification du parc de transport. Autrement dit, remplacer des bus par un tramway n'est pas considéré comme une action de décarbonation, alors même qu'il s'agit d'un mode de transport électrique.

La véritable décarbonation passe avant tout par le report modal. Il paraît donc difficile d'imposer des contraintes très fortes au transport collectif alors que les exigences sont aujourd'hui assouplies dans le domaine du transport individuel.

Enfin, il existe aussi des enjeux industriels et opérationnels. Passer massivement et rapidement à une seule technologie peut fragiliser l'exploitation. Certaines autorités organisatrices ayant fortement électrifié leur parc rencontrent aujourd'hui des difficultés, notamment lors des cycles de remplacement des batteries, qui peuvent intervenir sur des périodes très rapprochées.

Les analyses ont également montré que le gain environnemental entre le diesel et le GNV est très important. En revanche, si l'on considère l'ensemble du cycle de vie, l'écart entre le bioGNV et l'électrique est beaucoup plus faible, en particulier pour les bus articulés. Plus les véhicules sont lourds, plus les batteries nécessaires sont importantes.

C'est pourquoi il avait été envisagé une trajectoire mixte : privilégier l'électrique pour les bus standards et maintenir le bioGNV aussi longtemps que possible pour les bus articulés de 18 mètres.

Le courrier que le SMT adresse à l'État vise donc à exposer cette analyse et à proposer que le territoire puisse servir d'expérimentation sur ces questions.

En effet, après deux années sans renouvellement de flotte, il faudra commencer à prendre des décisions à partir de 2027 pour préparer les renouvellements de 2028 et des années suivantes.

- Troisième point : une très bonne nouvelle concernant la rue Hoche

Suite à la fermeture du site militaire de la rue Hoche, le SMT avait engagé des discussions avec le ministère des Armées. Ces négociations sont souvent longues, mais elles ont finalement abouti.

Le Syndicat va disposer d'une parcelle d'environ 800 m² située sur le site des casernes boulevard Jean-Royer. Cette emprise permettra de quasiment doubler l'espace de la place située à proximité de la station de tramway, et de réorganiser cet espace en surface avec du stationnement et de la végétalisation.

Pour l'instant, il s'agit d'une convention d'occupation temporaire de deux ans, que l'armée vient de signer, en attendant l'acquisition définitive du terrain. Celle-ci se fera ultérieurement au prix fixé par les Domaines.

Cette parcelle permettra notamment d'aménager une piste cyclable derrière la station de tramway, d'améliorer les cheminements piétons, de replanter des arbres et de créer une vingtaine de places de stationnement. C'est un secteur qui avait été fortement contraint par l'arrivée du tramway, et cette extension va permettre d'améliorer sensiblement l'aménagement de l'espace.

Le projet a déjà été discuté avec l'Architecte des Bâtiments de France, qui a notamment souhaité conserver la symétrie des pavillons d'entrée de la caserne en maintenant un mur et une grille dans la composition de l'espace.

C'est donc une très bonne nouvelle pour le territoire et pour les habitants. Le SMT communiquera prochainement sur ce projet.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, a profité de ce moment pour remercier l'ensemble des équipes : les services du Syndicat, ceux de la Métropole qui ont été associés, notamment sur les aspects Ressources Humaines, Financiers et de Commande publique, ainsi que le délégataire, et Transdev.

Aujourd'hui, une véritable stratégie de mobilité est en place, et le plan de mobilité donne une vision claire des enjeux à venir.

Ces projets ne sont pas toujours faciles à faire accepter, et il faudra sans doute encore renforcer les efforts de pédagogie dans les années à venir. Mais le cap est tracé et les finances du Syndicat restent saines, ce qui est essentiel pour la suite.

Enfin, Monsieur Christophe BOULANGER a rappelé que les investissements se poursuivent. En dehors du tramway, ce sont encore 16 millions d'euros d'investissements qui sont programmés cette année. Les deux premiers nouveaux bus, un standard et un articulé, ont d'ailleurs été réceptionnés, même si leur mise en service interviendra finalement plutôt à la fin du mois de mars.

Ces bus sont fabriqués à 100 % en France. Même si le groupe propriétaire est étranger, la production reste nationale. Les investissements réalisés contribuent donc

non seulement au service public local, mais aussi à l'activité économique bien au-delà du territoire.

Monsieur Christophe a terminé en remerciant les délégués pour leur collaboration.

Le Comité s'est achevé à 18h40.

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

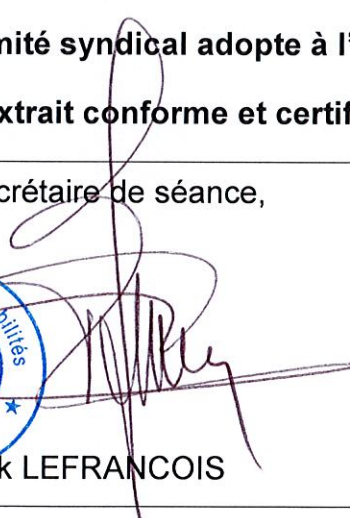



Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

- **ADOpte** le procès-verbal du Comité syndical du 05 mars 2026.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

<p>Le secrétaire de séance,</p>   <p>Patrick LEFRANCOIS</p>	<p>Le Président,</p>   <p>Emmanuel DENIS</p>
---	---